



JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020

LES GOUVERNEMENTS NE FONCTIONNE PAS, N'ONT JAMAIS FONCTIONNÉS, ET NE FONCTIONNERONT JAMAIS AVEC LA VÉRITÉ, SINON ILS NE SERAIENT JAMAIS ÉLUS.

- ▶ **Sortir de la production ou sauver des vies, une réponse à Bruno Latour** (Vincent Mignerot) p.1
- ▶ **« Oléocène » c'est fini ! BP officialise la fin du pétrole** (Charles Sannat) p.4
- ▶ **Du 11 septembre au 19 octobre : Dix-neuf ans d'"urgence" permanente** (Ryan McMaken) p.6
- ▶ **La vaccination obligatoire contre le Covid-19 est contraire à l'éthique et aux sciences** p.10
- ▶ **Le changement des habitudes d'autonomie et de résilience peut-il aider la société à éviter le pire des futurs malheureux ?** (David Holmgren) p.13
- ▶ **La production américaine de schiste continue de baisser** p.16
- ▶ **Le climat doit-il vraiment faire partie de la RSE ?** (Jean-Marc Jancovici) p.17
- ▶ **Compensation carbone et Treewashing : Jonathan Guyot** p.18
- ▶ **Emmanuel Macron défend la 5G contre "le modèle Amish" et la "lampe à huile"** p.28
- ▶ **L'OPEP fête ses 60 ans avec de moins en moins de dents** (Laurent Horvath) p.29
- ▶ **Contre-violence par destruction de biens** (Michel Sourrouille) p.31
- ▶ **SALUT LES AMISHS...** (Patrick Raymond) p.32

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Les grandes banques centrales ont totalement perdu le contrôle et l'économie mondiale flotte, désemparée et sans aucune direction...** p.34
- ▶ **« Assurance-vie bloquée, le cauchemar de milliers d'épargnants détenteurs des fonds H2O ! »** (Charles Sannat) p.34
- ▶ **La Ville est morte et elle le sera encore demain.** (Guy de La Fortelle) p.39
 - ▶ **Un sacrifice pour toi mais pas pour moi** (Charles Hugh Smith) p.43
- ▶ **Fed : le nouveau mensonge (1/2)** p.46
- ▶ **Une richesse de misère** (Bruno Bertez) p.48
- ▶ **État des lieux, six mois après le coronavirus** (Bill Bonner) p.50

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Sortir de la production ou sauver des vies, une réponse à Bruno Latour

par Vincent Mignerot 2 avril 2020



Dans un article pour le [média AOC](#), [Bruno Latour](#), sociologue et philosophe, envisage le monde après la pandémie. Il propose de sélectionner, parmi les activités que nous aurons mises en suspens pendant le temps de confinement, celles que nous souhaiterons conserver contre celles dont nous pensons déjà pouvoir nous passer. En citant une thèse en cours ([Plantes animées. De la production aux relations avec les plantes – Dusan Kazic](#)), Bruno Latour envisage le rétablissement d'un rapport plus respectueux à la nature et invite même à « sortir de la production ».

Bruno Latour : « *C'est qu'il ne s'agit plus de reprendre ou d'infléchir un système de production, mais de [sortir de la production](#) comme principe unique de rapport au monde. Il ne s'agit pas de révolution, mais de dissolution, pixel après pixel. Comme le [montre](#) Pierre Charbonnier, après cent ans de socialisme limité à la seule redistribution des bienfaits de l'économie, il serait peut-être temps d'inventer un socialisme qui conteste la production elle-même. C'est que l'injustice ne se limite pas à la seule redistribution des fruits du progrès, mais à la façon même de faire fructifier la planète. Ce qui ne veut pas dire décroître ou vivre d'amour ou d'eau fraîche, mais apprendre à sélectionner chaque segment de ce fameux système prétendument irréversible, de mettre en cause chacune des connections soi-disant indispensable, et d'éprouver de proche en proche ce qui est désirable et ce qui a cessé de l'être.* »

Mais l'ensemble des activités productives, depuis l'agriculture jusqu'à l'industrie des puces électroniques en passant par celle des machines à laver est nécessaire à la création de richesse. Par l'entremise des taxes la production finance les services publics, l'enseignement, la recherche, les aides sociales. La production définit également la performance économique globale d'un pays, performance qui détermine sa souveraineté sur la scène internationale. La production, dont il n'est aucunement nié ici qu'elle est destructrice des équilibres écologiques vitaux, est ce que fait l'humain pour acquérir des avantages adaptatifs et défendre ses intérêts dans la compétition pour l'existence (voir l'ouvrage [Transition 2017 : Réformer l'écologie pour nous adapter à la réalité](#)). Il n'est aujourd'hui aucunement démontré qu'il soit possible, sans production, de faire vivre 8 milliards d'humains dans les meilleures conditions possibles en fonction des circonstances. Envisager, en plus de la sortie de la production – et sans décroître ! – la restauration d'un rapport harmonieux au vivant paraît hautement spéculatif, et est largement discutable d'un point de vue historique et anthropologique (voir [La Nouvelle histoire du Monde par Laurent Testot, éditions Sciences Humaines](#),

également cette interview pour Philo Mag : [Agnès Sinaï / Vincent Mignerot – Le Covid-19, un tournant écologique ?](#)).

Les propositions de Bruno Latour semblent rejouer ce « refoulement du distributif » décrit par [Laurent Mermet, ancien professeur de sciences de gestion à AgroParisTech](#). Nous pouvons comprendre le distributif comme qualifiant la distribution des possibles existentiels en fonction des capacités d'emprise des communautés humaines sur les ressources naturelles. L'humain exploite son milieu, les avantages obtenus sont distribués au sein de l'humanité. Deux conférences de Laurent Mermet permettent d'explorer cette notion et ses implications dans les prescriptions écologiques : [Qui peut agir sur qui pour éviter la fin du monde? Une réponse à Aurélien Barrau](#) et [Nous n'avons jamais décollé – une réponse au “Où atterrir?” de Bruno Latour](#). Les propositions politiques qui ne tiennent pas compte de ce que l'exploitation productive des ressources permet à des humains d'améliorer leur condition à court terme, et même parfois tout simplement de vivre sont déconnectées de la réalité. Elles dissimulent aussi la compétition qui régit l'exploitation des ressources, c'est-à-dire les irréductibles rapports de force instantanés et historiques qui permettent ou non la distribution d'une richesse que la production aura permis de générer.

La pandémie est une illustration de circonstance du rôle de la production dans la défense des intérêts collectifs : une moins grande activité passée et présente, en particulier relativement à d'autres pays, c'est une plus grande difficulté pour négocier sur les marchés l'achat des masques de protection contre les pathogènes, pour obtenir ressources et moyens pour fabriquer des respirateurs, pour mettre en place des tests et faire de la recherche sur les vaccins (le débat n'est pas ici celui du manque d'anticipation de cette pandémie). Bien qu'on puisse le déplorer, afin de développer une médecine performante et rendre les soins accessibles au plus grand nombre, il faut produire. Cette production impacte le milieu, mais sert les intérêts de l'humain.

Les espérances magiques générées par des propositions qui relèvent presque de l'oxymore – inventer un socialisme qui conteste la production – les rendent attrayantes mais inapplicables. L'invisibilisation du lien insécable entre les humains et la distribution des produits de l'exploitation des ressources invisibilise des membres de la communauté humaine (voir à ce sujet la conférence [Écologie, fracture sociale et violence](#)). N'existant plus dans le débat – puisqu'ils sont censés pouvoir vivre sans production – ils se retrouvent d'emblée écartés de la nécessaire réforme, justement, des modèles de distribution, préconisée par exemple par [Gaël Giraud afin de sauver « l'outil productif » et, surtout, sauver des vies](#). En temps de déclin civilisationnel, l'existence des plus dépendants à la puissance productive pourra être en premier remise en cause. Même s'il le faut idéalement demain, il ne sera pas possible d'abandonner volontairement la production, cela serait aussi abandonner des humains. Simplifier les arbitrages en négligeant certains de leurs termes permet d'esquiver la réflexion sur les causes historiques et matérielles des inégalités. Cette simplification relève même peut-être d'une forme de déni de réalité ou de violence morale qui ne s'assume pas, à plus forte raison qu'il peut être difficile d'accepter pleinement sa propre position privilégiée, sur le critère spécifique du distributif.

Le débat politique, en particulier écologique, doit désormais se confronter à l'irréductibilité de la contrainte de la rivalité dans la gestion des choix individuels et collectifs. Cette rivalité dans l'appropriation des ressources nécessaires à l'existence risque malheureusement de faire

réadopter à nos sociétés, après la pandémie, une trajectoire économique sensiblement aussi délétère pour le long terme qu'elle l'était auparavant. Mais faire comme si la rivalité n'était pas le principal régulateur des orientations économiques risque de générer de faux espoirs toxiques pour la cohésion de nos sociétés. Ces faux espoirs feront craindre la rupture du dialogue entre le peuple et le pouvoir, motiveront des révoltes au titre de promesses qui ne pourront jamais être tenues, ruineront la confiance que l'on devrait porter à ceux qui tentent de trouver des trajectoires plus vertueuses pour demain.

Dans un monde parfait, celui qui n'existe que dans nos récits, nous pourrions sortir de la production. Peut-être faire tomber le capitalisme, et même la civilisation. Sans cela, dans le monde réel, le long terme de l'existence humaine [pourrait être remis en cause](#). Mais la production, le capitalisme et la civilisation font aujourd'hui exister des humains qui n'existeraient pas sans ces moyens développés par l'humanité pour servir ses intérêts (voir la conférence : [L'impasse de l'anticapitalisme – Sciences Po Lyon](#)).

Préconiser d'abandonner ce qui permet la vie du plus grand nombre reste une option politique. Cet énoncé implique alors la responsabilité d'exprimer clairement aux plus fragiles qu'ils seront les premiers à disparaître.

« Oléocène » c'est fini ! BP officialise la fin du pétrole

par [Charles Sannat](#) | 16 Sep 2020 | Source Agence de presse russe [Sputnik.com ici](#)



Il y a plein d'époques géologiques se terminant par « cène ». Par analogie certains ont appelé par avance « Oléocène » l'époque actuelle basée sur la consommation massive de pétrole. Oléo pour « huile ».

BP vient de faire une déclaration fracassante en disant que nous venions, nous, le monde entier, de passer probablement notre pic de consommation de pétrole et qu'à partir de maintenant notre utilisation de pétrole allait diminuer considérablement et structurellement.

Pour l'environnement c'est évidemment a priori une bonne chose.

Mais ne vous y trompez pas.

A la baisse de la consommation, contrainte et forcée, correspond une réalité bien cachée, celle de la baisse de la production mondiale.

Cela ne se voit pas, mais la production mondiale avait surtout atteint un plafond élevé mais un plafond tout de même et elle est bien incapable de progresser pour irriguer toute nouvelle croissance, d'où la nécessité d'organiser la décroissance des activités économiques humaines.

Ce phénomène est connu sous l'appellation de « pic pétrolier ». Nous y sommes directement confrontés. L'interdiction des chaudières à fioul et la « transition énergétique » vise à gérer en aussi bon ordre que possible la fin de l'oléocène.

Nous vivons une période historique extraordinaire.

Le pétrole n'est pas un problème ou un sujet parmi d'autres. Le pétrole est LE problème.

Charles SANNAT

British Petroleum évoque la fin de l'époque du pétrole

L'époque d'une croissance stable de la demande de pétrole a pris fin, une reprise n'étant pas envisagée au cours de ces 30 prochaines années, selon un rapport de British Petroleum sur les Perspectives énergétiques.

Aux termes du rapport Perspectives énergétiques publié lundi 14 septembre par le géant pétrogazier British Petroleum (BP), l'ère d'une croissance régulière de la demande de pétrole a touché à sa fin et la reprise n'est pas envisagée dans les 30 ans à venir.

Dans ses prévisions énergétiques annuelles, BP a envisagé trois scénarios explorant différentes voies de développement du système énergétique mondial jusqu'en 2050 et sa transition à des combustibles plus écologiques.

Selon le premier scénario qui sous-entend le maintien des tendances actuelles sans changements importants, la consommation de pétrole diminuera de 10% d'ici à 2050.

Ce premier scénario dit de transition rapide propose une série de mesures politiques augmentant d'une manière significative les coûts des émissions de gaz à effet de serre pour les producteurs ce qui fera baisser la demande de pétrole de 55% d'ici à 2050.

Le scénario Net Zeor prévoit quant à lui non seulement un durcissement de la politique en matière de climat, mais aussi un changement de consommation. Les experts indiquent que les émissions de carbone chuteront de 95% et la consommation de pétrole de 80%.

Le seul scénario prévoyant une reprise

Le scénario de maintien du statu quo (Business-as-usual Scenario BAU) suppose que les politiques gouvernementales, les technologies et les préférences sociales continuent d'évoluer à la manière et à la vitesse observées dans un passé récent.

C'est ce scénario qui prévoit le retour de la demande au cours de ces prochaines années. Dans le cadre des deux autres, elle ne reviendra plus jamais au niveau d'avant la pandémie.

Du 11 septembre au 19 octobre : Dix-neuf ans d'"urgence" permanente

Ryan McMaken 09/11/2020 Mises.org



En mars et avril de cette année - au début de la panique de la covid-19 - chaque jour s'est accompagné d'un sentiment général de crainte. Alors que de nouveaux ordres et décrets d'urgence pleuvaient des gouverneurs, des maires et des bureaucrates de la santé sans visage, je me suis demandé : "Quelle nouvelle chose horrible les gouvernements vont-ils inventer aujourd'hui ? Alors que les entreprises et les églises étaient fermées par décret gouvernemental, les politiciens menaçaient de plus en plus d'arrêter et d'emprisonner des citoyens ordinaires pour avoir fait des choses qui étaient parfaitement légales quelques jours auparavant.

Pire encore, une nouvelle orthodoxie semblait apparaître immédiatement. Toute dissidence par rapport au nouveau régime de fermetures et de saisies d'entreprises était dénoncée et tournée en dérision. On s'attendait désormais à ce que nous chantions tous de nouveaux slogans. "Nous sommes tous dans le même bateau. Aplatissez la courbe."

Il n'y avait aucun signe d'opposition notable. Les tribunaux sont restés silencieux. La procédure dite régulière a été abandonnée.

Mais pour ceux d'entre nous qui sont assez âgés pour se souvenir des temps sombres qui ont suivi les attaques du 11 septembre, les sentiments de terreur leur étaient familiers.

Les slogans aveugles, la colère contre la dissidence et l'obéissance envers les politiciens qui avaient le mérite de "nous garder en sécurité" ont rappelé de mauvais souvenirs.

Il s'agissait de souvenirs des jours, des mois et des années qui ont suivi les attentats du 11 septembre. Ce furent les jours de tant de nouvelles attaques contre les libertés fondamentales et les droits de l'homme. C'était l'époque où le public était contraint d'accepter les nouveaux plans que les politiciens imaginaient au nom de notre "sécurité".

À bien des égards, l'hystérie actuelle est encore pire que celle des premières années du XXI^e siècle. Elle affecte la vie quotidienne d'innombrables Américains d'une manière que la panique du 11 septembre n'a pas eu. Mais la crise actuelle n'en est pas moins la continuation des attitudes et de la paranoïa qui ont surgi il y a dix-neuf ans.

Faites confiance aux experts !

À l'époque, comme aujourd'hui, le public avait reçu l'instruction répétée de faire confiance aux experts et de ne pas interroger les responsables gouvernementaux de quelque manière que ce soit. Cela s'est manifesté de plusieurs façons. Tout d'abord, il y a eu une nouvelle législation comme le Patriot Act, un ensemble de nouvelles initiatives fédérales liberticides qui autorisaient toutes sortes de nouveaux pouvoirs d'espionnage et de recherche de la part du gouvernement fédéral. Peu après, bien sûr, sont venus de nouveaux pouvoirs supplémentaires, comme le pouvoir du président de déclarer toute personne "ennemi combattant" et de la soumettre à la torture, à l'emprisonnement et à la confiscation de tous ses droits légaux.

Ceux qui s'y opposaient étaient dénoncés comme étant téméraires et naïfs, et peu soucieux de la vie humaine. La torture, nous a-t-on dit, était absolument nécessaire pour la sécurité publique. L'opposition a été jugée inapte à faire des commentaires sur la question ou à remettre en question les pouvoirs fédéraux parce que les "experts" - c'est-à-dire le personnel de la CIA, etc.

La confiance des experts a été de nouveau mise en avant lorsque l'administration Bush et la CIA ont commencé à collaborer pour "prouver" que Saddam Hussein était en quelque sorte responsable des attaques du 11 septembre et qu'il abritait des "armes de destruction massive" (ADM) à utiliser contre les Américains. Les politiciens et les bureaucrates sont passés à la vitesse supérieure, produisant d'innombrables rapports, études et déclarations de témoins présumés montrant que le régime irakien avait juste envie de lancer ses ADM sur des innocents dans le monde entier.

Les experts, bien sûr, se sont trompés. De plus, beaucoup d'entre eux ne faisaient que mentir. Il n'y avait pas d'ADM, et Saddam n'avait rien à voir avec le 11 septembre. Mais des millions d'Américains ont cru les experts, et ont donc cru aux mensonges.

Et aujourd'hui, nous voyons la même chose. On nous ordonne sans cesse de faire confiance aux arbitres officiels de la vérité scientifique. Peu importe, cependant, que beaucoup d'autres experts aient été en désaccord sur une grande variété de sujets, de la létalité du covid-19 à la sagesse des verrouillages. Mais ce ne sont pas les vrais experts, nous dit-on. Hier comme aujourd'hui, il n'est acceptable de croire que les experts qui soutiennent une croissance sans entrave du pouvoir de l'État.

Soutenez les troupes !

Toute manifestation de panique, de peur et de soutien non critique au despotisme nécessite son propre vocabulaire. De nos jours, nous avons toutes sortes de nouveaux slogans. Parmi ceux-ci, "nous sommes tous dans le même bateau", "aplatissez la courbe", "c'est la nouvelle normalité", "#stayhome" et "sixfeetapart".

De nombreux slogans sont prononcés sur un ton joyeux, mais il s'agit en réalité d'ordres sans joie, émis pour communiquer à l'auditeur que l'obéissance à ces déclarations n'est pas vraiment facultative. Soit vous obéissez, soit vous êtes essentiellement un meurtrier.

Le monde de l'hystérie de l'après-11 septembre était similaire. Nous avions des slogans comme "soutenez les troupes", "merci pour votre service" et "si vous voyez quelque chose, dites-le".

D'autres expressions n'étaient pas tout à fait au niveau des slogans, mais elles ont été invoquées à plusieurs reprises pour encourager l'acceptation sans critique de la ligne officielle du gouvernement. Par exemple, "ils nous détestent parce que nous sommes libres", "vous êtes avec nous ou vous êtes avec les terroristes", et "nous les combattons là-bas pour ne pas avoir à les combattre ici".

En raison du manque de médias sociaux à l'époque, nous n'avons pas eu la prolifération de slogans que nous avons aujourd'hui. Si nous avions eu des hashtags en 2003, il est probable que nous aurions régulièrement rencontré ceux comme #globalwaronterror, #wmds, et #supportthetroops.

L'utilisation de ces phrases a également servi de "signal de vertu". En 2002, mettre un ruban jaune aimanté sur sa voiture ou porter un insigne du drapeau américain étaient des moyens de montrer publiquement sa loyauté à la cause et de s'opposer à ses voisins et parents moins enthousiastes qui "détestent l'Amérique".

Le véritable message derrière ces phrases et ces signaux était, bien sûr, que nous sommes tenus de soutenir le régime et sa "nouvelle normalité", quelle qu'elle soit. En 2001, cela signifiait soutenir de nouvelles guerres tout en ignorant la Déclaration des droits et en fermant les yeux sur les abus comme les programmes de torture de la CIA. Aujourd'hui, cela signifie que l'on appelle les flics à la rescousse de son voisin parce qu'il n'a pas pris de distance sociale. C'est crier sur les gens qui ne portent pas de masque. Cela signifie faire aveuglément confiance aux "experts" tant que ceux-ci soutiennent le pouvoir illimité du gouvernement.

Ayez toujours peur !

Le slogan "si vous voyez quelque chose, dites-le" s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large visant à rappeler au public qu'il doit vivre dans un état de peur constante. Peut-être que votre voisin complotte pour vous faire exploser. Mieux vaut être prudent que désolé : espionnez vos voisins pour le FBI.

Beaucoup de gens oublient aujourd'hui que dans les jours qui ont suivi le 11 septembre, les Américains achetaient des masques à gaz et prévoyaient de construire des bunkers dans leurs arrière-cours. En février 2003, le nouveau ministère de la sécurité intérieure de l'époque a conseillé aux Américains de se préparer à une attaque chimique de la part de terroristes :

Ranger du ruban adhésif et des feuilles de plastique pré-mesurées pour un usage futur. Les experts nous disent qu'une pièce sécurisée à l'intérieur de votre maison ou de votre appartement peut vous protéger des contaminants atmosphériques pendant environ cinq heures - ce qui pourrait être juste assez de temps pour qu'un agent chimique s'envole.

Pour ceux qui souhaitent obtenir les "meilleures" informations nouvelles sur la façon de se préparer, le gouvernement fédéral a créé le site web ready.gov, avec une section pour enfants appelée Ready Kids, où les enfants peuvent apprendre - dans l'esprit des anciennes vidéos Duck and Cover de la guerre froide - comment se préparer à une attaque de terroristes.

Et puis il y a eu le Homeland Security Advisory System, un système de conseil en matière de sécurité intérieure, codé par couleur. Il s'agissait d'une aide visuelle qui permettait au gouvernement fédéral de nous faire savoir à quel point nous devons craindre le terrorisme chaque jour. Bien sûr, le gouvernement maintenait toujours le niveau d'alerte à "élevé" ou "élevé". Il n'est jamais descendu à "bas", bien sûr, de peur qu'une forme de terrorisme ne se produise ce jour-là et que les "experts" n'aient l'air de dormir au bout du fil.



Aujourd'hui, bien sûr, nous avons d'innombrables sites web, modèles et reportages consacrés à rappeler au public qu'il doit constamment craindre l'infection par le covid-19. S'il existait un système d'alerte à code couleur pour la crise actuelle, nous pouvons être sûrs qu'il serait réglé chaque jour sur "élevé" ou "grave". Comme pour la panique du 11 septembre, tout cela sert à encourager une obéissance inconditionnelle aux autorités gouvernementales et à envoyer le message qu'il n'y a pas de temps pour le débat politique, la dissidence, ni même pour un procès en bonne et due forme. Nos "dirigeants" nous protègent et nous devons nous en remettre entièrement à leur jugement.

Les médias eux-mêmes restent complices de cette situation. Alors, comme aujourd'hui, les experts des médias et les "journalistes" se mettent du côté des fonctionnaires pour promouvoir la peur et l'obéissance à l'État.

Vivre avec les conséquences

Il faut de nombreuses années à une société pour se remettre de crises de panique et de paranoïa comme celles-ci. Dix-neuf ans après le 11 septembre, le gouvernement fédéral a toujours le pouvoir d'espionner en toute impunité les Américains respectueux des lois. Il a toujours le pouvoir de simplement assassiner des citoyens américains - y compris des enfants - sans aucune procédure régulière. La police américaine a été militarisée avec du matériel militaire "excédentaire" provenant de diverses guerres ratées et échouées. Les contribuables continueront à payer des intérêts sur les billions de dollars dépensés dans les guerres désastreuses en Irak et en Afghanistan dans plusieurs décennies. Des milliers de soldats américains sont morts pour rien dans des conflits qui n'ont rien fait pour rendre les Américains plus sûrs. (Des centaines de milliers d'étrangers innocents sont morts dans ces mêmes conflits).

Grâce à la réaction au 11 septembre, les gouvernements américains sont aujourd'hui beaucoup plus importants, beaucoup plus chers et beaucoup moins limités par les lois et les constitutions que par le passé. C'est ce qui se passe lorsqu'un pays se croit en état d'urgence permanent. La procédure régulière est terminée. Les gouvernements s'en sortent bien plus facilement que cela n'aurait été le cas autrement.

Ce processus, qui s'est tellement accéléré après le 11 septembre, est maintenant surchargé par la panique actuelle du covid-19. Les fonctionnaires du gouvernement promulguent des "lois" et des décrets sans aucun débat et sans aucune procédure régulière. Les Américains sont ruinés, arrêtés, détruits et humiliés au nom de la "sécurité". Ceux qui sont en désaccord et qui cherchent à limiter les pouvoirs du régime sont réduits au silence, menacés, arrêtés, criés et ignorés.

C'est l'Amérique en état d'urgence permanent. La justification du pouvoir toujours croissant du régime change avec le temps. Mais les résultats sont les mêmes.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et The Austrian, mais lisez d'abord les directives pour les articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'université du Colorado et a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : La bourgeoisie et l'État-nation* dans le genre occidental.

La vaccination obligatoire contre le Covid-19 est contraire à l'éthique et aux sciences

Gilbert Berdine, MD 09/11/2020



Le monde post-covidien est un cauchemar surréaliste. Des entreprises ont été fermées arbitrairement sans qu'il soit prouvé que ces fermetures sauvent des vies. Des dizaines de millions d'Américains se sont retrouvés au chômage à cause de ces fermetures. Il existe déjà des demandes de vaccination obligatoire contre le covid-19 avant même qu'un vaccin ne soit disponible. "Rendre les vaccins gratuits, ne pas permettre d'objections religieuses ou personnelles, et créer des mesures dissuasives pour ceux qui refusent les vaccins dont l'innocuité et l'efficacité ont été démontrées". Il s'agit d'une déclaration vide de sens, car tout vaccin disponible ne sera ni sûr ni efficace à 100 %. Sur la base de l'étude initiale du vaccin russe sur un nombre très limité de patients, il n'est même pas certain que le vaccin sera plus sûr que la maladie elle-même.

Justification des vaccins obligatoires

Si un vaccin est efficace à 100 %, rien ne justifie une vaccination obligatoire. Toute personne qui souhaite être protégée peut se faire vacciner volontairement. Il ne serait pas possible pour une personne qui refuse le vaccin de nuire à une personne qui le prend volontairement. Toute demande de vaccin obligatoire est une admission explicite que le vaccin n'est pas efficace à 100 %.

Si un vaccin était efficace à 0 %, il n'y aurait aucune justification pour que quelqu'un prenne le vaccin. Il doit y avoir un pourcentage d'efficacité intermédiaire qui maximise l'utilité de la vaccination obligatoire. À mesure que le vaccin devient plus efficace, moins de personnes peuvent éventuellement bénéficier de la vaccination obligatoire. À mesure que le vaccin devient moins efficace, un pourcentage plus faible de personnes qui pourraient éventuellement bénéficier de la vaccination obligatoire en bénéficiera effectivement.

L'utilité de la vaccination obligatoire exige que le vaccin soit efficace chez certaines personnes qui ne le prendraient pas volontairement (aides conscrîtes), que le vaccin soit inefficace chez certaines personnes qui le prendraient volontairement (bénéficiaires), et la stipulation que les aides conscrîtes interagissent avec les bénéficiaires, que ces interactions entraînent des infections supplémentaires malgré d'autres moyens de prévention, et que ces infections supplémentaires entraînent des maladies graves ou des décès. Cela fait beaucoup de "si". Il n'y a aucun moyen de savoir quelle serait cette efficacité optimale. Il n'y a aucun moyen de savoir combien de vaccinations forcées sont nécessaires pour prévenir une infection ou pour éviter une maladie grave ou un décès (nombre à traiter). Étant donné que le nombre à traiter ne peut être connu avant la vaccination, la vaccination obligatoire ne peut être éthique, même par un calcul utilitaire.

Préoccupations concernant l'efficacité

Un vaccin idéal induit une réponse immunitaire qui neutralise un agent pathogène. La réponse immunitaire peut être une activité des anticorps ou des cellules T. Les affirmations selon lesquelles un vaccin covid-19 préviendrait l'infection ne sont pas tout à fait exactes. Les réponses immunitaires ne sont pas comme les défenses anti-missiles qui détruisent le missile avant qu'il n'atteigne l'organisme. Une meilleure analogie pour un vaccin idéal serait l'induction d'une réponse immunitaire qui empêche les agents pathogènes envahissants de franchir un mur en utilisant des échelles de siège ou des béliers. Les défenses immunitaires ne peuvent pas agir avant d'être déclenchées par la présence de l'agent pathogène envahissant. Un vaccin idéal peut neutraliser l'agent pathogène avant qu'il ne pénètre dans les cellules tissulaires, se réplique dans les cellules tissulaires, pénètre dans le sang, envahisse des organes éloignés et provoque une maladie clinique ou la mort. Le processus de neutralisation du virus n'est pas instantané, donc pendant que la bataille entre la défense immunitaire et l'agent pathogène envahissant se déroule, l'hôte est techniquement infecté et peut théoriquement transmettre l'agent pathogène à d'autres personnes. Le mieux que nous puissions espérer est de prévenir la maladie clinique et de réduire au minimum la durée pendant laquelle l'hôte peut transmettre l'agent pathogène à d'autres personnes.

Les études sur le vaccin russe n'ont pas mesuré l'efficacité en termes de prévention des maladies cliniques. La mesure de "l'efficacité" utilisée était la détection de la réponse des anticorps à l'antigène du vaccin. Mais il n'y a aucune garantie que la présence d'anticorps prévienne l'infection, la maladie clinique ou la mort. Il n'existe aucune preuve que la maladie grave ou la mort due au covid-19 soit due à l'absence d'anticorps. Des études sur la réponse immunitaire chez les patients atteints de covid-19 montrent que les patients atteints d'une maladie grave ont des taux d'anticorps plus élevés que les patients atteints d'une maladie bénigne. Il est à craindre que la tempête de cytokines, conséquence d'une réponse immunitaire trop importante plutôt que d'une réponse immunitaire trop faible, soit une cause importante de décès dans le covid-19. La tempête de cytokines est un effet secondaire potentiel de tout vaccin. Comme d'habitude, le diable est dans les détails.

Préoccupations concernant la sécurité

Les partisans de la vaccination obligatoire stipulent toujours que le vaccin doit être sûr. Qu'est-ce qui est sûr ? Aucun vaccin ne peut être sûr à 100 %. L'éléphant dans la pièce l'est toujours : Quelle est l'ampleur du risque ? L'étude du Lancet sur le vaccin russe a porté sur 76 sujets. Il y en avait 38 dans le groupe vacciné et 38 dans le groupe témoin. Une étude de cette ampleur ne devrait pas permettre de détecter un taux de mortalité lié au vaccin de 1/50. La fièvre est apparue chez 100 % d'un sous-groupe (20 sujets) et chez 31/38 sujets ayant reçu

l'agent Gam=COVID-Vac. L'âge des sujets de l'étude était compris entre 18 et 60 ans. L'âge moyen des sous-groupes était de 25-32 ans. Étant donné le faible âge des participants et le pourcentage élevé de cas asymptomatiques de covid-19 chez les jeunes patients, il n'est pas certain que le vaccin était encore plus sûr que l'infection par le virus.

Il y a plusieurs décennies, les Centers for Disease Control and Prevention ont décidé d'éliminer la tuberculose des États-Unis. Le plan consistait à tester tous les patients atteints de DPP et à traiter tous les patients positifs à la DPP avec un médicament appelé INH. Ce plan a dû être arrêté après que cinquante patients soient morts d'une insuffisance hépatique due à la toxicité de l'INH. La toxicité hépatique a été oubliée par les essais cliniques à petite échelle, mais a été découverte par le programme de santé publique à plus grande échelle. Ni le CDC ni la Food and Drug Administration ne peuvent savoir si un traitement ou un vaccin est sûr. Plus le nombre de personnes vaccinées sera élevé, plus on découvrira d'effets secondaires. Il s'agit d'un énorme problème éthique pour la vaccination obligatoire. Si tout le monde doit être vacciné, il n'y aura pas de groupe témoin pour comparer la sécurité et l'efficacité.

Les partisans de la vaccination obligatoire contre le covid-19 assurent au public que le vaccin sera sûr. Pourquoi a-t-il été nécessaire que le gouvernement indemnise les fabricants de vaccins contre toute responsabilité pour leur vaccin avant sa production ? Il s'agit d'un cas évident où il faut ignorer ce que dit le gouvernement et surveiller ce qu'il fait. Il est clair que le gouvernement sait quelque chose qui n'est pas divulgué au public. C'est le contraire de la transparence, pourtant toute personne qui s'oppose à la vaccination est étiquetée comme stupide, en uniforme ou insuffisamment préoccupée par ses voisins âgés.

Risques de catastrophes

Certains risques ne sont pas connus à l'avance. Certains risques ne se manifesteront que des années plus tard. Imaginons une situation hypothétique où un vaccin provoque la stérilité dix ans plus tard. Il n'y aurait aucun moyen de détecter ce risque à l'avance. Imaginez que toute l'humanité soit vaccinée avec ce vaccin. L'humanité serait anéantie à la mort de la dernière personne. Aussi minime que soit le risque d'une menace existentielle, pourquoi l'humanité prendrait-elle ce risque plutôt qu'une chose aussi ordinaire qu'une mauvaise grippe ? Plutôt que de traiter les antivaxxers comme une menace pour la civilisation, nous devrions être reconnaissants que certaines personnes se portent toujours volontaires pour être des témoins dans nos expériences médicales en refusant le traitement.

Les marchés offrent les meilleures solutions à des problèmes complexes

Quelle sera l'efficacité du vaccin ? Quel sera le degré de sécurité du vaccin ? Nous n'avons même pas de vaccin américain à évaluer, mais les autorités demandent une vaccination américaine obligatoire. Même lorsque des options de vaccination seront disponibles, nous disposerons d'informations limitées sur l'efficacité et la sécurité du vaccin. Il n'existe pas de réponses objectives sur l'efficacité et la sécurité, alors comment prendre des décisions objectivement correctes en équilibrant les risques et les avantages ? Les marchés offrent les meilleures solutions à ces questions subjectives. Tout comme les marchés déterminent la valeur par le processus de découverte des prix, l'équilibre entre les risques et les avantages d'un vaccin ne peut être déterminé que par le nombre de personnes qui sont volontairement disposées à prendre le vaccin.

Conclusions

Les vaccins sont une merveilleuse protection contre les risques de maladies contagieuses. Nous avons la chance d'avoir les vaccins comme options. Toutefois, la vaccination obligatoire ne peut jamais se justifier. Si un vaccin était clairement efficace à 100 % et sûr à 100 %, il n'y aurait pas besoin de coercition ; les gens feraient volontairement la queue pour se faire vacciner. Les vrais vaccins ne sont jamais efficaces à 100 % ou sûrs à 100

%. Les jugements sur le risque par rapport au bénéfice ne peuvent être portés que par les personnes confrontées au risque. Les personnes qui refusent les vaccins ne sont pas stupides, ne sont pas mal informées et ne font pas preuve d'un mépris impitoyable envers leurs voisins. Les partisans des vaccins qui sont déçus par le nombre de personnes prêtes à accepter le vaccin devraient cesser de blâmer ceux qui refusent et réévaluer leurs faibles capacités de persuasion. Les sceptiques à l'égard des vaccins sont nécessaires pour contrôler l'évaluation continue de l'efficacité et de la sécurité. Les sceptiques à l'égard des vaccins sont nécessaires pour se prémunir contre les erreurs catastrophiques commises par les experts.

Gilbert Berdine est professeur associé de médecine au Centre des sciences de la santé de l'Université Texas Tech et membre de l'Institut du marché libre de l'Université Texas Tech.

Le changement des habitudes d'autonomie et de résilience peut-il aider la société à éviter le pire des futurs malheureux ?

Par David Holmgren, le 15 septembre 2020



Notre publication du chapitre 25 de RetroSuburbia : the downshifter's guide to a resilient future sous forme de pdf téléchargeable gratuitement est un autre petit geste pour diffuser des messages positifs en temps de pandémie. C'est particulièrement vrai pour tous ceux qui sont enfermés à Melbourne, le point central géographique du livre et nos efforts supplémentaires pour stimuler une réponse rétrosuburbaine plus large au lendemain de la pandémie.

Bien que notre principal appel s'adresse aux personnes qui votent déjà avec leurs pieds pour améliorer leur propre vie, le fait que ces stratégies ne soient pas reconnues, et encore moins débattues, dans les médias grand public continue de freiner leur adoption à plus grande échelle. Même les capacités tant vantées des médias sociaux à permettre aux communautés d'intérêt de partager et d'adapter leurs activités sont de plus en plus limitées par la capacité des entreprises et autres puissants intérêts à gérer et à manipuler la prolifération des contenus par le biais des plateformes de médias sociaux.

Une contrainte moins reconnue est le manque de recherche universitaire sur les options de changement de comportement plus radical. Il est toujours vrai que la plupart des idées visant à changer la société sont bien étudiées par les universités et les groupes de réflexion politiques avant de faire surface dans les médias grand

public. Par exemple, la discussion dans les médias grand public sur le concept de "décroissance" est récente et introductive, même si le discours universitaire et l'activisme dans ce domaine sont intenses depuis près de vingt ans.

La permaculture est inhabituelle dans la mesure où elle a fait irruption dans la conscience du public après avoir été très peu explorée dans les milieux universitaires. Les recherches et les investigations sur la logique qui sous-tend les stratégies de permaculture ont toujours été rares, mais ces dernières années, nous commençons à constater que la permaculture (y compris la rétrosuburbia) est plus qu'un choix de vie marginal et écologique. *Décroissance dans les banlieues : A Radical Urban Imaginary* est le premier ouvrage universitaire à reconnaître la nature critique de la rétrosuburbia et des stratégies apparentées dans le traitement de la crise des limites de la croissance.

Le récent article de Samuel Alexander et Josh Floyd "The political economy of deep decarbonization : Tradable Energy Quotas for energy descent futures" publié dans la revue de recherche académique *Energies*, se concentre sur les options politiques pour faire face à des futurs probables qui sont encore bien au-delà de la portée de toute reconnaissance médiatique. Le concept de TEQ développé par le regretté David Fleming pourrait permettre à la société de "mettre hors tension" plutôt que d'espérer simplement que la transition à 100 % vers les énergies renouvelables, tant annoncée mais encore à peine commencée, permettra à la civilisation industrielle de poursuivre sur un chemin de croissance et de complexité croissante.

Alexander et Floyd utilisent la théorie de Joseph Tainter sur le développement et l'effondrement des civilisations complexes comme cadre pour montrer comment la simplification volontaire des structures économiques et organisationnelles de la société a le potentiel de tracer une voie de décroissance, comme alternative à la décroissance et à l'effondrement chaotiques et dommageables face à une réduction de l'approvisionnement en énergie essentielle pour soutenir la complexité.

Une telle discussion académique des options politiques est encore marginale, et il est probablement trop tard pour développer la capacité conceptuelle, sans parler de la volonté politique, pour éviter la voie historique de la descente énergétique dysfonctionnelle que Tainter a observée avec les civilisations passées. À tout le moins, cette étude et d'autres travaux similaires contribuent à confirmer que la rétrosuburbia, et plus généralement la permaculture, sont bien plus que des choix de style de vie ou des préparations personnelles pour les temps difficiles.

La rétrosuburbia fournit les schémas et les modèles qui doivent être reproduits à travers nos centres résidentiels pour obtenir une échelle d'impact. En remplaçant une partie importante de l'activité de consommation actuelle des ménages (actuellement environ 55 % du PIB en Australie) par des moyens réduits et beaucoup plus efficaces de satisfaire les besoins fondamentaux des ménages et des communautés dans le cadre d'économies non monétaires, la société pourrait réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre au-delà des 8 % de réduction résultant de la pandémie.

Bien entendu, l'autre moitié de l'économie australienne est dominée par une extraction non durable des ressources, notamment le charbon, le gaz et le fer destinés à l'exportation. Mais en pointant du doigt les entreprises qui creusent et expédient nos ressources non renouvelables, de nombreux Australiens oublient que ces exportations fournissent la balance commerciale pour payer notre consommation de nouveaux téléphones portables et de voitures, qu'elles brûlent des combustibles fossiles (principalement importés) ou qu'elles soient rechargées par des énergies renouvelables provenant de turbines et de panneaux, également importés.

Des quotas d'énergie négociables délivrés gratuitement à tous les citoyens adultes obligeraient les gros consommateurs à payer pour leur consommation nuisible plus efficacement qu'une taxe sur le carbone, tout en récompensant simultanément ceux dont la consommation est minime. Toutes les entreprises, organisations et gouvernements devraient acheter leurs droits de consommation. La réduction du quota chaque année en fonction du budget carbone et/ou de l'épuisement de l'énergie totale, obligerait à mettre hors tension le cycle de production/consommation du capitalisme mondialisé, ce qui est indispensable.

Entre autres effets, cela récompenserait l'emploi de la main-d'œuvre et des compétences plutôt que le capital, l'extraction des ressources et la pollution. Si je pense que de telles politiques pourraient soutenir les baisses annuelles de la consommation de ressources et des émissions de carbone que nous avons déjà observées à cause de la pandémie, tout en améliorant équitablement la qualité de vie de la majorité, les chances que de telles politiques soient débattues publiquement, et encore moins adoptées, semblent très minces.

Quelles que soient les chances d'adopter des politiques progressistes, ce dont nous sommes sûrs, c'est que nous avons besoin de l'évolution spontanée et organique de nos propres économies non monétaires au niveau des ménages et des communautés. Cet intérêt personnel éclairé renforce simultanément la résistance et la solidarité face aux chocs provenant de n'importe quel endroit et agit comme une grève des consommateurs contre les économies monétaires dominées par les entreprises et caractérisées par une production et une consommation excessives que les économistes, les politiciens et les médias appellent "l'économie".

Alors que de nombreux militants écologistes considèrent cette focalisation sur le niveau des ménages et des communautés comme une faible réponse compensatoire à notre incapacité collective à prendre le contrôle des leviers du pouvoir politique, je la considère comme le précurseur essentiel de tout changement politique à plus grande échelle visant à réorganiser les structures plus complexes de l'économie monétaire centralisée.

D'après les années de pratique des pionniers, les stratégies rétrosuburbaines alimentées par l'éthique et les principes de conception de la permaculture peuvent rendre l'économie de nos ménages beaucoup plus complexe (et consommatrice de ressources) que la vie de consommateur par défaut financée par un travail à plein temps dans l'économie monétaire. Toutefois, ce faisant, nous déplaçons la demande de systèmes de financement, de régulation, de production, de distribution et de promotion d'une complexité ahurissante et consommatrice de ressources qui répondent actuellement aux besoins fondamentaux de la plupart des gens.

La simplification volontaire des systèmes économiques et sociaux qu'Alexander et Floyd jugent si essentielle exige que nous remplacions la consommation aveugle par une productivité de la permaculture consciente à la maison. Pour changer nos habitudes en faveur de l'autonomie et de la résilience, nous devons nous perfectionner, entrer en contact avec nos sources de subsistance et aider la prochaine génération à trouver ce dont elle a besoin pour survivre et s'épanouir dans un avenir difficile.



Je pense que 50 % de la croissance du PIB au cours de ma vie est due au simple fait que l'activité économique a quitté les économies non monétaires de nos ménages et de nos communautés. Par exemple, lorsque les travailleurs ont commencé à acheter plutôt qu'à apporter leur déjeuner à la maison, le PIB a augmenté, bien qu'il n'y ait plus eu de déjeuners - le processus de préparation du déjeuner a simplement été monétisé.

S'il est donc préférable pour nous, pour la société et pour la planète de réintégrer au moins une partie de cette activité dans l'économie non monétaire, nous pouvons le faire et l'appeler "croissance" ! Par conséquent, je peux prétendre être "pro-Croissance", ce qui est beaucoup plus facile à vendre que d'expliquer la nature de la Décroissance, un terme malheureux en anglais, même s'il est plus attrayant en français (Décroissance).

Ce faisant, nous pourrions tout juste générer suffisamment de BDP (Benign Domestic Product) pour remplacer le PIB comme mesure de la façon dont nous nous préparons à un atterrissage en toute sécurité (sur la planète A).

David Holmgren
Melliodora
Printemps 2020

La production américaine de schiste continue de baisser

Par Irina Slav - 15 sept. 2020, OilPrice.com



La production de pétrole brut dans les schistes américains devrait baisser de 68 000 bpj le mois prochain, toutes les zones enregistrant des baisses de production à l'exception du Permien, a déclaré l'Energy Information Administration dans son dernier rapport sur la productivité des forages.

Alors que la production dans le Permien devrait augmenter de 23 000 bpj pour atteindre 4 173 millions de barils par jour, la production dans la seule zone de schiste de Niobrara compensera cette baisse par un déclin équivalent. Dans le gisement d'Eagle Ford, la production devrait baisser de 28 000 bpj - la plus forte baisse - tandis que la production dans les gisements d'Anadarko, de Bakken et d'Appalachia devrait diminuer respectivement de 20 000 bpj, 19 000 bpj et 1 000 bpj.

Cela signifie que la production totale d'huile de schiste en octobre pourrait atteindre en moyenne 7,64 millions de bpj par jour le mois prochain, contre 7,708 millions de bpj ce mois-ci.

La production de pétrole dans les zones de schiste aux États-Unis a fortement chuté à la fin du printemps, car l'effondrement des prix du pétrole a rendu de nombreux puits non rentables, voire déficitaires. Avec des prix du pétrole toujours environ 40 % en dessous de leurs niveaux du début de l'année et des perspectives négatives, la baisse d'octobre pourrait ne pas être la dernière du mois pour la zone de schiste.

Les perspectives sur la demande de pétrole restent le facteur le plus négatif pour le prix du pétrole, le dernier coup dur à cet égard étant les perspectives énergétiques 2020 de BP, selon lesquelles la demande de pétrole pourrait ne jamais revenir aux niveaux d'avant la pandémie, ce qui signifie que le pic de la consommation mondiale de pétrole pourrait avoir été atteint l'année dernière.

Un autre facteur de baisse des prix a été la réouverture imminente des ports pétroliers de la Libye, qui signalerait également une augmentation de la production. La production pétrolière de la Libye a été réduite à moins de 100 000 bpj en raison du blocage des terminaux d'exportation qui a duré plusieurs mois, mais la réouverture de ces derniers entraînera une augmentation de la production. La réouverture n'est pas encore acquise, mais les derniers rapports suggèrent que ce n'est peut-être qu'une question de temps.

Le climat doit-il vraiment faire partie de la RSE ?

Jean-Marc Jancovici 15 septembre 2020



Tribune parue dans [Les Echos](#) du 15 septembre 2020

« Développement durable » ou « responsabilité sociale et environnementale », ou RSE, ont, depuis quelques temps désormais, fait leur apparition dans nombre d'entreprises et d'administrations, pour désigner des objectifs non monétaires dont une organisation estime néanmoins devoir se préoccuper, un peu ou beaucoup.

Cette catégorie regroupe en pratique une foule de sujets : la biodiversité, le traitement des minorités, l'égalité hommes-femmes, les initiatives de solidarité, le sport, l'art et la culture, l'aide internationale, et divers objectifs environnementaux, allant des déchets... à la question du climat.

Question : ce dernier est-il à sa place dans ce grand ensemble ? Imaginons que nous soyons dans la station spatiale internationale. Une fuite vient de survenir, l'air intérieur va s'échapper dans l'espace, et les astronautes vont mourir. Est-ce que cela va changer leur destin si par ailleurs ils sont correctement syndiqués, respectent l'égalité hommes-femmes, ne jettent pas leurs papiers par terre et ont donné à une œuvre charitable ?

Le sens de cette petite litote, on l'aura compris, c'est que quand un paramètre conditionne notre survie, il n'est pas fongible. Faillir sur le climat relève de la note éliminatoire. On ne peut pas faire l'impasse dessus en pensant que l'on se rattrapera sur d'autres critères, souvent bien plus faciles à optimiser du reste.

Le jour où le climat deviendra un sujet vraiment sérieux, un des marqueurs sera donc qu'il sortira de la RSE, et cela n'est pas faire insulte aux personnes qui s'en occupent actuellement. Sa place est dans une direction faisant partie du comité exécutif, c'est à dire là où l'on parle ventes, stratégie, RH, finances, ou encore du digital. Sans climat assurant la vie, il n'y aura de toutes façons plus de digital ni de ventes...

La décarbonation doit disposer d'un budget conséquent (de l'ordre de 5% du budget IT), pour a minima former tous les cadres aux enjeux (il faut de l'ordre de 20 heures), faute de quoi le greenwashing est assuré par manque de compréhension des ordres de grandeur, et déployer une comptabilité carbone aussi granulaire que la comptabilité économique, faute de quoi la perte de temps est assurée par allocation des ressources au mauvais endroit.

Autant changer la réglementation n'est pas du ressort des entreprises, autant changer leur organisation l'est. Pourquoi quasiment aucune n'a fait ce qui est évoqué ci-dessus, même les très volontaires dans les discours ?

Compensation carbone et Treewashing : Jonathan Guyot

Bon Pote septembre 16, 2020

[Jean-Pierre : attention à ce site internet. L'auteur a tendance à avoir une opinion déformée parce qu'il croit qu'il y a des solutions à nos problèmes d'environnement (ce qui est faux).]



Voilà au moins 3 ans que nous observons une très nette augmentation des papiers dans la presse sur les arbres et leur formidable pouvoir de captation de CO2. C'est un sujet complexe, dont nous entendrons forcément de plus en plus parler, à mesure que les entreprises chercheront à compenser leurs émissions de carbone. Jonathan est co-fondateur de la communauté [all4trees](#), la première organisation à s'être donnée pour mission de fédérer l'ensemble des acteurs engagés sur le terrain pour la préservation et la restauration des forêts.

Hello Jonathan ! Merci d'avoir accepté l'invitation, je suis ravi de pouvoir échanger avec toi. Avant de rentrer dans le vif du sujet, peux-tu te présenter et nous expliquer ton parcours ?

Merci à toi pour l'invitation. Je suis ingénieur forestier de formation et co-fondateur de la communauté all4trees. Depuis une dizaine d'années je travaille dans le domaine du développement solidaire, afin d'accompagner les populations locales dans la préservation et la restauration de leurs forêts.

Pendant quelques années, j'ai vécu au coeur de la « Grande Jungle Maya », dans la Péninsule du Yucatán au Mexique, où j'ai eu l'occasion de travailler sur les questions de carbone forestier et de mécanisme de réduction de la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+). J'ai ensuite mis cette expertise au service de nombreuses organisations à travers le monde, qui m'ont permis de découvrir la forêt amazonienne au Pérou ou encore celle du bassin du Congo au Gabon.

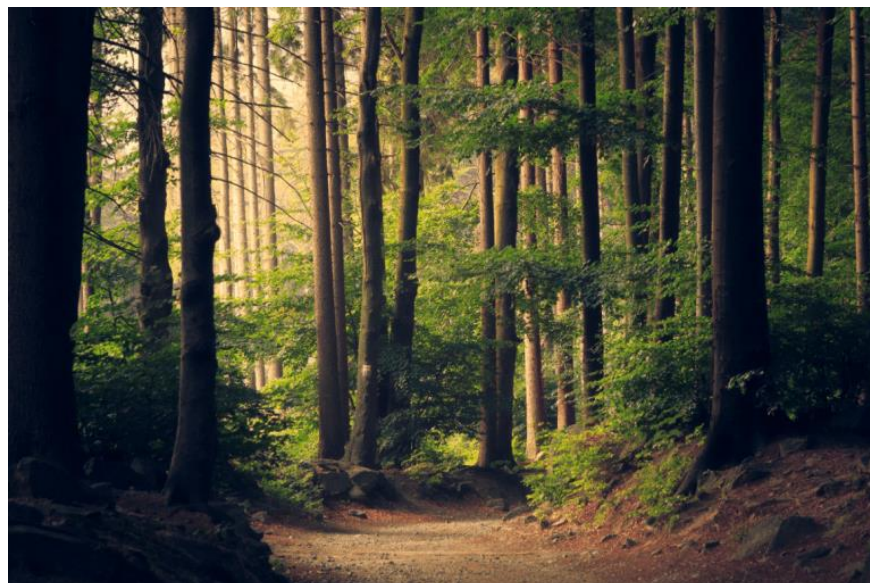
J'ai très vite été pris de passion par ce sujet complexe de la forêt et du climat. Et confronté aux difficultés de financement des ONG locales, j'ai décidé de dédier mon énergie à développer un modèle qui permet de pérenniser les financements pour préserver et restaurer les forêts.

Entre-temps, j'ai passé quelques années au Geres, une ONG de développement internationale, spécialisée sur les questions climat et énergie, où j'ai été responsable de la plateforme de compensation carbone volontaire CO2Solidaire. L'occasion d'exercer du côté de la vente des « crédits carbone » et de découvrir ce marché intensément concurrentiel. Et toujours épris de cette mission entrepreneuriale et de ma passion pour les forêts, j'ai co-fondé la communauté all4trees.

Peux-tu nous en dire plus sur all4trees ? Son cœur d'activité, et ce qui fait votre spécificité ?

all4trees est avant tout une communauté de citoyens et d'organisations engagés pour la préservation et la restauration des forêts. Je me suis inspiré du fonctionnement des arbres dans une forêt, qui sont à la fois en compétition pour la lumière, mais également en coopération pour leur survie. J'applique ce principe de « coopération » à la communauté all4trees, car je suis convaincu que nous devons unir nos forces, car c'est la somme de nos actions, par leur complémentarité et leur diversité, qui permet d'apporter une réponse collective à la hauteur des enjeux.

Une de nos missions principales est de fédérer les porteurs de projets qui agissent sur le terrain. Nous avons mis en place des critères d'adhésion qui permettent de nous assurer que les porteurs de projets membres de la communauté all4trees sont des acteurs terrain engagés et éthiques, développant des projets aux approches holistiques. Nous avons décidé de travailler uniquement avec les artisans du développement solidaire. Finalement, être membre de la communauté all4trees est une sorte de « label » de reconnaissance par ses pairs, qui permet de faire le tri dans la jungle des « planteurs d'arbres ».

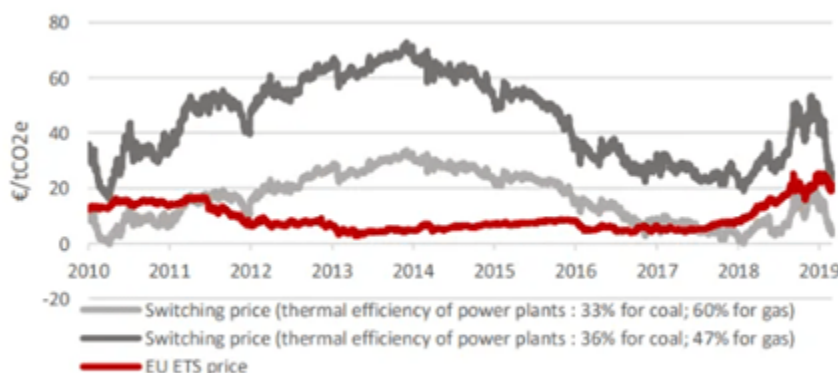


Crédit : Jonathan Guyot

La force du collectif, c'est de pouvoir travailler sur des sujets de fond et d'essayer de faire bouger des lignes dans un secteur qui est devenu fortement concurrentiel. Nous travaillons notamment sur la question de la « compensation carbone » par la « plantation d'arbres », sur les questions de #treewashing, et également sur l'évaluation des impacts des projets.

Et comme tous ces sujets sont complexes, que les enjeux sont parfois mal compris à cause de discours « simplistes », nous réalisons également un gros travail de sensibilisation et de mobilisation citoyenne. Avec la communauté all4trees, nous voulons montrer l'ensemble des leviers d'actions, des acteurs engagés qui permettent d'agir pour la préservation et la restauration des forêts, et surtout montrer qu'il ne suffit pas de « planter des arbres » pour y arriver.

Parlons un peu du marché carbone. Peux-tu nous expliquer pourquoi le prix de la tonne est ridiculement bas depuis 10 ans, alors que le GIEC et d'autres organisations parlent d'une tonne à 100\$ minimum ?



Source: I4CE, with data provided by ICIS, Banque de France, IPCC, WEC, JRC, 2019.

Tu pourras me rectifier si je me trompe, car je ne ne suis pas un économiste, mais voici comment je l'interprète :

- D'un côté il y a un marché régulé (UE ETS), réservé aux entreprises réglementées, où pendant très longtemps, il y avait plus d'offres que de demandes. Résultat : les prix ont dégringolé.

- De l'autre un marché volontaire en *peer-to-peer*, pour toutes les entreprises non-réglementées, qui fonctionne finalement comme les marchés des commodités. Résultat : les prix sont tirés vers le bas.

La valeur dont tu parles fait référence à la « [valeur tutélaire du carbone](#) ». C'est une valeur économique à prendre en compte dans l'analyse des investissements pour réduire les émissions de CO₂ en phase avec un objectif. Plus le prix est élevé, plus il rend attractif les solutions bas-carbone qui peuvent être plus coûteuses. Donc si cette valeur est intégrée aux réflexions d'investissement d'une entreprise ou des politiques publiques, cela permet de prendre en compte le coût « carbone » et incite à l'action et l'investissement à la réduction.

Le rapport de commission présidé par Alain Quinet, sur la [proposition de valeur de l'action pour le climat](#) de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) de la France, a calculé une valeur tutélaire du carbone à 250 € / tCO₂e en 2030 et 775 € / tCO₂e en 2050.

Je m'étais amusé à [tester quelques scénarios avec l'outil En-ROADS](#), tout droit sorti du MIT. Et clairement instaurer un prix carbone est apparu comme un levier stratégique très important, mais peut également être accompagné d'injustices sociales.



Le problème c'est que le prix des crédits carbone vendus en France sur le marché volontaire sont trop faibles (prix moyen de vente de 3,37 € / teqCO₂ en 2016 d'après le [rapport d'Info Compensation Carbone](#)). Ce prix très bas n'est pas un levier intéressant pour réellement engager les entreprises dans une vraie démarche de réduction, mais surtout pour financer des projets sur le terrain, notamment les projets forestiers.

C'est devenu un marché concurrentiel, fortement monopolisé par certains acteurs, qui tirent les prix vers le bas et ont parfois des marges non-transparentes. Le « crédit carbone » est devenu une commodité comme une autre. Alors qu'à la base, ce mécanisme avait été pensé comme un outil de financement de projets de développement à l'international, aujourd'hui, nombreuses sont les ONG de terrain, qui ne trouvent plus d'intérêt dans ce marché, notamment les acteurs engagés sur les questions de préservation et restauration des forêts.

As-tu senti un engouement particulier autour de la compensation carbone ces deux dernières années ? Le marché est-il mûr ? Comment le vois-tu évoluer ?

Depuis la COP21 à Paris, il y a un fort engouement des entreprises pour la « compensation carbone ». Depuis l'Accord de Paris, chaque entreprise veut faire sa part. C'est devenu un levier de différenciation important et il y a une prise de conscience des dirigeants.

Il y a dix ans, quand nous allions à la rencontre des entreprises pour leur proposer de compenser leurs émissions de CO₂ et soutenir des projets de reforestation, nous étions souvent reçus avec un petit sourire et à la sortie du rendez-vous, la question était toujours la même : « à quoi ça va servir pour mon business ? ». Maintenant, elles viennent nous chercher.

Cet engouement est positif, car il y a un intérêt croissant d'entreprises à soutenir des projets. Mais malheureusement, elles s'orientent souvent vers les solutions de facilité et les acteurs qui n'ont pas trop de scrupules.

Le marché de la « compensation carbone » est en train d'évoluer également. Le rapport du GIEC de 2018, nous a donné une nouvelle vision des enjeux. Comme le [mentionnait Valérie Malson-Delmotte dans un tweet qui rappelait à l'ordre Air France](#), le GIEC ne recommande pas et ne soutient pas le principe de la « compensation carbone ».

Alors forcément, avec cette nouvelle vision le marché est en train de fortement évoluer. **Il y a de plus en plus de greenwashing flagrant de la part d'entreprises qui continuent à s'inscrire dans une démarche de « compensation carbone ».** Et les entreprises qui souhaitent s'inscrire dans une démarche rigoureuse sont finalement un peu perdues, face à des acteurs qui proposent des solutions clé en main.

De mon côté, j'ai fait le pari, un peu fou, de faire évoluer le marché. C'est un travail de longue haleine que nous menons avec la communauté all4trees.

La question est un peu orientée mais je te la pose quand même : que penses-tu du terme de « compensation carbone » ?

À bien y réfléchir je trouve le terme de « compensation » très négatif. « Compenser » signifie « neutraliser un inconvénient ou un préjudice par un avantage » ou définit également le fait « de satisfaire plus que nécessaire un besoin pour remplacer « l'inassouvissement d'un autre besoin ». Jacques Brel disait même dans une interview : « On raconte ce que l'on rate, on raconte ce qu'on n'arrive pas à faire. C'est un phénomène de compensation. »

Aujourd'hui, tu as dû t'en rendre compte sur les réseaux sociaux, il y a une scission nette entre les organisations qui défendent coûte que coûte la « compensation carbone », parce que c'est leur business de vendre des crédits carbone, et celles qui proposent des solutions pour faire évoluer le concept vers la « contribution à l'atteinte de la neutralité carbone ».

Alors que ça fait 10 ans que je travaille sur la question de la « compensation carbone », à la fois sur la certification carbone de projets forêts, mais également sur la vente des « crédits carbone », j'ai dû remettre profondément en question ma vision du sujet.

À la base, ce que je trouvais intéressant pour le financement des projets, c'était justement le mécanisme de « certification carbone » qui permet d'obtenir des « crédits carbone », vendus ensuite à une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche de « compensation carbone ».

Sauf que très rapidement, je me suis rendu compte que ce mécanisme était trop coûteux, parfois pas adapté aux enjeux du terrain, que les prix des « crédits carbone » étaient trop bas pour avoir un vrai retour sur investissement et qu'en plus, ça servait à dédouaner les entreprises, car il n'y avait pas de règles sur l'utilisation du mécanisme de « compensation carbone ». De mon point de vue, [nous avons complètement fourvoyé la « compensation carbone »](#), en nous berçant d'une douce illusion dans cette recherche du point « zéro », afin de gonfler notre orgueil et de nous soustraire à l'enjeu prioritaire et beaucoup moins sexy : réduire drastiquement nos émissions.

Aujourd'hui, à travers les travaux de réflexions menées par la communauté all4trees, je suis ravi de contribuer à faire évoluer les pratiques, aux côtés d'autres acteurs reconnus dans le secteur du climat. Notamment le cabinet de conseil Carbone 4, qui a mené un gros travail pour sortir le [référentiel Net Zéro Initiative](#), qui ouvre une nouvelle vision collective de ce qu'est réellement l'atteinte de la neutralité carbone. **Ainsi, il n'est plus possible de dire que « je suis neutre en carbone », mais de privilégier le « je contribue à la neutralité carbone mondiale ».**

Certains acteurs pensent que c'est juste un changement de sémantique de « compensation » à « contribution », terme beaucoup plus positif au final. En effet, « contribuer » vient du latin « contribuo », qui signifie « donner en partage » et nous permet de donner une dimension beaucoup plus collective à l'effort international de lutte contre les changements climatiques. Mais la démarche de « contribution à l'atteinte de la neutralité carbone » va bien au-delà, car elle ne permet pas à l'entreprise de soustraire une quelconque « compensation » de ses propres émissions carbone et s'inscrit dans une dynamique, car il est impossible de devenir « neutre en carbone », du jour au lendemain.

Il est urgent de tourner la page de la « compensation carbone » et faire vivre une nouvelle aventure vers une « contribution collective à l'atteinte de la neutralité carbone mondiale » !

Comment expliques-tu que la comptabilité prenne en compte la totalité de la compensation carbone de l'arbre à sa plantation, alors qu'on sait par exemple qu'un arbre absorbe moins au début de sa vie qu'au milieu de sa vie ? N'y aurait-il pas un gros problème de temporalité ?

Hormis la question de la non-permanence, qui peut être la résultante d'incendies, en augmentation à cause des changements climatiques, il y a d'autres limites conceptuelles qui ne permettent pas de « compenser » ses émissions en plantant des arbres.

La question de la temporalité. Il y a d'abord le fait que les arbres plantés aujourd'hui, mettront plusieurs dizaines d'années pour séquestrer les émissions actuelles, alors que le CO₂ émis dans l'atmosphère a une durée de demi-vie d'environ 100 ans.

La question d'équivalence. Il est impossible d'établir une équivalence entre une tonne de CO₂ émise par combustion d'énergie fossile avec une tonne de CO₂ séquestrée ou évitée sur des projets forestiers. En effet, l'équivalence ne prend pas en compte les externalités négatives (pour l'environnement, la santé, les impacts socio-économiques...) liées à l'émission d'une tonne de CO₂ provenant de la combustion d'énergies fossiles. **Il n'y a pas d'équivalence possible entre du CO₂ géologique et du CO₂ biologique.**

Et finalement, point le plus important, environ 1/4 des émissions anthropiques de CO₂ sont capturées par la photosynthèse (végétation et phytoplancton), la moitié (1/2) reste dans l'atmosphère contribuant à l'augmentation des GES et 1/4 sont dissoutes dans les océans contribuant à leur acidification. Il est estimé, même si de très grandes incertitudes entourent ces chiffres, que les écosystèmes terrestres (forêts, mais aussi prairies, cultures, sols...) capturent chaque année (période 2008-2017) environ 29 % du CO₂ émis par l'homme (GIEC, 2018). Finalement, moins d'1/3 des émissions anthropiques sont absorbées par les arbres et les forêts.

Alors non, « planter des arbres » ne permet pas de « compenser ses émissions carbone » et encore moins d'être « neutre en carbone ». [Non](#), [non](#) et [non](#) !

Vous aviez lancé cette très belle initiative d'[#act4amazonia](#) l'été dernier. J'ai lu quelques études sur les points de bascule, dont plusieurs sur l'Amazonie. Est-il vrai de dire que

l'Amazonie est sur le point de ne plus être un puits de carbone ?

En effet, avec la communauté all4trees et le mouvement « On est Prêt », nous avons lancé la campagne #act4amazonia en août 2019, en réponse aux incendies en Amazonie, afin de permettre aux citoyens, qui se sentent démunis de pouvoir agir à leur niveau.



Crédit : <https://all4trees.org/>

Face au silence médiatique des incendies de cet été et l'inaction du gouvernement français, nous relançons la campagne #act4amazonia, avec de nouvelles opérations de mobilisation pour faire pression sur les dirigeants politiques et les entreprises.

Et il y a urgence ! En effet de nombreux points de non-retour sont en train d'être franchis, risquant de transformer la plus grande forêt tropicale [en avance d'ici 15 ans](#). Il suffit pour cela que la forêt amazonienne perde 20 à 25 % de sa superficie originelle. Nous en sommes déjà à 16%.

Les forêts du monde entier sont de plus en plus soumises aux impacts des changements climatiques, notamment les sécheresses, qui favorisent également la propagation des incendies. Et une forêt qui subit une sécheresse, même si elle ne brûle pas, ralentit forcément sa croissance et donc absorbe moins de CO2. C'est pour cela que des chercheurs ont alerté sur le fait que l'Amazonie, en plus d'être soumise à une importante déforestation, pourrait ne plus être un puits de carbone.

Préserver les forêts est essentiel dans la lutte contre les changements climatiques. Déjà des boucles de rétroaction sont en train de se mettre en oeuvre. Il y a urgence ! Et l'action est notre unique option.

Questions plus personnelles : comment garde-t-on le moral quand on voit la déforestation dans le monde ? Ses conséquences, et le lien quasi absent dans la tête des gens entre déforestation et leur assiette ?

Quand on traite de sujets si graves au quotidien, ce n'est pas tous les jours facile de garder le moral. J'ai donc appris à vivre ce combat comme une passion et transformer cette rage intérieure en énergie pour trouver des solutions. Et il est également nécessaire de garder une bonne dose d'humour, sans tomber dans le positivisme ni dans des solutionnistes.

Le problème de la déforestation, c'est que c'est un sujet très éloigné de notre quotidien. Du moins, c'est que nous pensons. Mais comme le rappelle le [rapport de l'Empreinte Forêt des français](#), publié par l'association Envol Vert en 2018, nos modes de vie et de consommation contribuent à la déforestation. Il existe même un quiz qui nous permet de [calculer notre Empreinte Forêt](#).

Près de 2/3 de l'Empreinte Forêt des français est liée à notre consommation indirecte de soja, principalement utilisé pour l'élevage industriel de volaille, de porc et de vaches laitières. L'avenir des forêts tropicales se joue également dans nos assiettes, mais également dans les agro-carburants à l'huile de palme, notre petit café accompagné de son carré de chocolat, dans le cuir de nos chaussures ou sac à main ou bien encore dans les pneus de notre voiture.

Bien entendu, toute la responsabilité n'incombe pas aux citoyens, qui deviennent complices malgré eux de l'inaction des entreprises, qui ne respectent pas leur devoir de vigilance et leurs engagements « zéro déforestation », ou de l'État français et des politiques publiques, qui ne mettent pas en oeuvre la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI).



Crédit : <https://all4trees.org/>

Une fois que les citoyens ont conscience que nous avons une responsabilité collective dans la déforestation des forêts tropicales du globe, il est plus facile de les mobiliser pour faire changer les lois ou faire pression sur les entreprises.

Petit détour économique. Penses-tu, comme Bruno Le Maire et Emmanuel Macron, que la décroissance est une impasse ? Tu es plutôt [croissance verte](#) ou [décroissance](#) ?

Je suis un ingénieur du vivant. J'ai été formé pour accompagner la croissance des arbres sur le très long terme, tout en respectant une gestion durable et un équilibre de la forêt. C'est une vision opposée au postulat sur lequel notre société moderne repose, qui nous fait croire que nous vivons dans un monde aux ressources infinies et que la croissance est la seule réponse à la création de richesse. Un postulat qui repose sur la vision de l'économiste Adam Smith, père fondateur du libéralisme économique avec la loi des marchés (loi de l'offre et de la demande) (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, 1776), qui a également influencé Charles

Darwin qui a révolutionné la biologie avec la notion de sélection naturelle, transposée dans l'imaginaire collectif, par la notion de compétition et de « loi de la jungle ».

C'est ainsi que la compétition est devenue un projet de société, sous l'impulsion de choix politiques des années 80, où la « croissance » est devenue synonyme de réussite et de progrès.

Mais en biologie, les relations de compétition sont des relations mutuellement négatives et coûteuses en énergie. L'excès de concurrence n'ajoute rien au bien-être de la population. Cela revient même à externaliser les coûts des impacts sur l'environnement. Dans un système d'économie libéral, un excès d'offre ne sert qu'à créer de l'insatisfaction. Et la course à la compétition donne lieu, sur le long terme, à de nombreux troubles de la santé physique et mentale (Singer, 2011).

Je veux bien croire que l'idée de « décroissance » soit perçue de manière négative et puisse faire peur. Le terme même de « décroissance » est bien trop négatif pour mobiliser les foules. Mais comme le rappelle le GIEC dans son dernier rapport, nous devons réduire par 4 à 7 nos émissions de CO₂, si nous voulons vivre dans un monde à +2° C, voire +1,5° C., aux conséquences déjà désastreuses.

Alors pour nous rassurer, nous nous racontons une belle fable autour de la « croissance verte » et rêvons d'une croissance qui permettrait d'avoir « zéro » impact sur les écosystèmes et le climat. Sauf qu'il est impossible d'être dans une croissance infinie, même « verte », dans un monde fini.

La [« théorie du donut »](#) développée par la chercheuse britannique, Kate Raworth, qui a travaillé pendant de nombreuses années à Oxfam, redonne une vision de l'économie plus juste et durable. L'économie doit être remise au service de l'Humanité, en assurant que les besoins de bases soient satisfaits (le « plancher social ») sans mettre en péril l'avenir du monde (le « plafond écologique »).

Alors certains pays pourront être dans une phase de « croissance verte » pour permettre aux populations d'être au-dessus du « plancher social » sans crever le « plafond écologique », et d'autres pays devront être dans une phase de « décroissance », pour revenir en dessous du « plafond écologique ».

Afin de relever les défis de notre siècle, nous devons porter un nouveau projet de société avec une économie de la coopération, de la sobriété et de l'équité.

Qu'as-tu à répondre aux solutionnistes qui pensent qu'il n'est pas nécessaire de changer notre consommation énergétique, car il suffit de « planter des arbres » ?

Je leur réponds qu'avec leurs « fausses bonnes solutions », ils vont nous emmener encore plus vite dans le mur. Mais souvent, pour justifier leurs « bonnes actions », ils me rétorquent « que c'est toujours mieux que de ne rien faire »...

Alors oui en effet, quand une entreprise, comme Air France, finance de manière complètement volontaire, à hauteur de plusieurs millions, des initiatives de terrain, difficile de rétorquer que « ce n'est pas bien ». Surtout que mon combat au quotidien est de faire en sorte que des acteurs terrains puissent trouver de plus en plus de financement pour préserver et restaurer les forêts.

Mais ce qui me dérange le plus, c'est quand tu as pris le temps de prévenir le cabinet de conseil qui accompagne Air France sur sa démarche de « compensation carbone », des dérives de communication et risques de greenwashing associés, et qu'ils finissent par éclater au grand jour. Résultat, Air France fait croire à ses clients que leur « vol est neutre en CO₂ ». Un discours éhonté !



Crédit : <https://www.instagram.com/virginiehumbrecht/?hl=fr>

Et depuis 3 ans, un nombre incalculable de start-up se développent pour proposer, à coup d'opérations marketing, de « planter des arbres pour sauver le climat ». Alors ces plateformes de « plantation d'arbres » offrent des options de facilité, une solution clé en main, un discours qui plaît aux entreprises et finissent par faire de l'ombre aux organisations qui agissent concrètement sur le terrain, avec éthique et des démarches holistiques.

C'est pourquoi avec la communauté all4trees et nos membres porteurs de projets, nous essayons de sortir de plus en plus des discours de « planter des arbres ». Car l'enjeu numéro 1 est d'abord de ne pas en couper et donc de mettre en œuvre des activités agricoles et des filières économiques pour lutter contre la déforestation et contribuer à la préservation des forêts. Mais forcément, c'est beaucoup moins sexy que de « planter des arbres ».

Avec la communauté all4trees nous avons animé également des groupes de travail sur la question du greenwashing. Nous avons identifié les risques associés à l'échelle des organisations et du secteur et des solutions pour éviter le #treewashing. Je pense qu'il y a une forte responsabilité des acteurs intermédiaires, qui vendent ces « fausses bonnes solutions » aux entreprises, sur lesquelles elles peuvent se reposer pour faire du greenwashing.

Apporter une critique constructive est un exercice difficile et chronophage. Ça demande beaucoup plus de temps de déconstruire une « fausse bonne » solution ou une idée simpliste. Tu sais de quoi je parle. Mais c'est nécessaire. C'est pour cela que je prends du temps à [dénoncer le #treewashing](#), afin d'accompagner les professionnel(le)s qui cherchent à comprendre les enjeux, cherchent des réponses et souhaitent agir avec exigence.

L'arbre est devenu un objet marketing, un message simple, voir simpliste face aux enjeux que doit relever notre société.

Les « solutionnistes » ne cherchent pas à répondre aux enjeux, mais au marché, donc aux attentes des clients, soit des entreprises désireuses de faire un « geste pour la Planète », voire parfois du greenwashing, pour cacher leurs inactions ou l'incohérence de leur modèle.

Finalement les « solutionnistes » sont de mauvais marketeurs, car s'ils étaient vraiment bons, ils ne prendraient pas l'option de facilité et arriveraient à vendre une solution « complexe » qui répond réellement aux enjeux, qui eux-mêmes sont également très complexes.

Pour le climat et la biodiversité, il est possible de contribuer à la préservation et la restauration des forêts, sans tomber dans les discours simplistes et les opérations de #treewashing.

Merci Jonathan. Souhaites-tu dire un dernier mot, un sujet qu'on aurait oublié, un conseil aux lecteur·rice·s ?

Pour contribuer à la préservation et la restauration des forêts, nul besoin d'acheter des "crédits carbone", un simple don suffit pour aider les associations qui sont engagées sur le terrain au quotidien. Finalement, une fois que l'entreprise est engagée sur une trajectoire ambitieuse de réduction de ses émissions, que s'arrête la vision « mercantile » de l'arbre et de la forêt qui se compterait en nombre de « teqCO2 » ou d' « arbres plantés », la « contribution à l'atteinte de la neutralité carbone » se rapproche plus d'une démarche de « philanthropie » au service d'une cause et devient une occasion pour l'entreprise de définir sa « mission » et réaligner ses activités au regard des enjeux qu'elle soutient.

Emmanuel Macron défend la 5G contre "le modèle Amish" et la "lampe à huile"

Commentaire de Jean-Marc Jancovici : 15 septembre 2020

« Les Amish invoqués comme repoussoir, comme on parlait des "sauvages" pour désigner les africains au 19^e siècle, et la lampe à huile opposée à ceux qui entendent discuter d'une nouvelle technologie avant de la déployer : si j'entends notre président dire du mal de Trump, je ne vais plus comprendre, car il vient de faire un bel effort pour se mettre à son niveau !

Il est vraiment dommage que le premier magistrat du pays ne fasse pas l'effort de comprendre qu'une évaluation préalable à l'action, conduisant à un éventuel renoncement si cette évaluation n'est pas conclusive, n'est pas un comportement rétrograde : c'est celui qui est appliqué dans toute entreprise normale avant un possible investissement, et renoncer est parfois la voie de la sagesse.

Puisque notre président aime les entreprises, pourquoi ne pas plutôt faire la pédagogie d'une analyse préalable au lieu d'utiliser des formules à l'emporte pièce qui n'amènent aucune valeur ajoutée au débat ? »

(publié par J-Pierre Dieterlen)



Emmanuel Macron défend la 5G contre "le modèle Amish" et la "lampe à huile"

15 sept. 02:11 - M.D. (avec AFP)

NUMÉRIQUE - Le chef de l'Etat a défendu le choix de la 5G alors qu'une partie de la gauche souhaite un moratoire contre cette technologie.

Pour Emmanuel Macron, cela ne fait aucun doute : *"Oui, la France va prendre le tournant de la 5G"*. Lundi soir, le président de la a balayé d'une phrase les inquiétudes que suscite cette technologie, en ironisant sur ceux qui préféreraient le *"retour à la lampe à huile"*, au lendemain de la demande de moratoire de 70 élus de gauche et écologistes.

"La France est le pays des Lumières, c'est le pays de l'innovation (...) On va tordre le cou à toutes les fausses idées", a insisté le chef de l'Etat qui s'exprimait devant une centaine d'entrepreneurs et entrepreneuses de la "French Tech" réunis dans la salle des fêtes de l'Elysée.

Il s'exprimait au lendemain de la demande de moratoire sur le déploiement de la 5G de 70 élus de gauche et écologistes, dont Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot. L'attribution des fréquences de cette technologie mobile doit débiter à la fin du mois en France.

"J'entends beaucoup de voix qui s'élèvent pour nous expliquer qu'il faudrait relever la complexité des problèmes contemporains en revenant à la lampe à huile ! Je ne crois pas que le modèle Amish permette de régler les défis de l'écologie contemporaine", s'est moqué le chef de l'Etat, en référence à cette communauté religieuse américaine hostile à la technologie et qui vit comme au 18e siècle.

On ne doit dépendre d'aucune puissance non européenne. - Emmanuel Macron.

En costume mais sans cravate, Emmanuel Macron s'est dit ravi de retrouver le milieu des start-up, au cours du premier événement de grande ampleur organisé à l'Elysée depuis le confinement. *"On est en train de démontrer qu'on peut continuer à faire des événements en période Covid"*, a-t-il dit, même si il faudra *"vivre avec le virus, dans doute pour des semaines, peut-être des années"*.

Il a aussi rappelé que le plan de relance flécheraient 7 milliards vers le secteur du numérique, notamment pour la transformation numérique de l'Etat. Le chef de l'Etat a enfin défendu une Europe numérique souveraine. *"Sur la 5G et beaucoup d'autres sujets, on ne doit dépendre d'aucune puissance non européenne"*, a-t-il martelé, en appelant notamment à *"rouvrir la bataille sur le cloud"*.

L'OPEP fête ses 60 ans avec de moins en moins de dents

Laurent Horvath 2000watts.org Publié le 14 septembre 2020.



Il y a 60 ans à Bagdad, le 14 septembre 1960, les 5 producteurs pétroliers: Arabie Saoudite, Iran, Koweït, Iran et Venezuela s'associaient et réalisaient l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ([OPEP](#)).

Pour la première fois, certains pays producteurs de pétrole avaient décidé de montrer leurs dents face aux compagnies pétrolières américaines et européennes histoire de rapatrier les pétrodollars directement dans leurs

cagnottes. Le regroupement aura également permis d'agréger les quantités produites afin de tenter de contrôler les prix.

Ce cartel aura procuré à ses membres une richesse fantastique ainsi qu'une dépendance chronique à l'or noir. Le pétrole tient à sa réputation d'être une malédiction.

Jusqu'au début des années 70, un baril se traînait sous les 2\$. Il aura fallu une menace d'embargo en 1973 pour voir les prix grimper et noyer les pays sous les pétrodollars. En 2019, les membres ont généré pour 564,9 milliards \$ de ventes de pétrole et 692,3 milliards en 2018.

Une vie secouée par les crises

Durant sa vie, l'OPEP aura traversé plusieurs crises dont l'embargo pétrolier des pays arabes (1973-1974), la révolution iranienne, la guerre entre l'Iran et l'Irak (1979-80), la guerre du Golfe (1991) et l'invasion américaine en Irak (2003).

Mais de toutes les crises, celle du Coronavirus est la plus virulente.

Les membres de la famille

Du cinq de base, au long des années d'autres pays sont montés à bord pour atteindre le chiffre magique de 13 et une production de 30 millions de barils par jour.

Cependant, avec une part de marché de 30%, le cartel a perdu de sa superbe. Il aura fallu l'adjonction de la Russie dans un OPEP+ pour tenter de contrer la baisse des prix de 2016 même si le rôle de chef d'orchestre a été confié à l'Arabie Saoudite.

A elle seule, la monarchie est capable de réguler la quantité de pétrole mise sur le marché en faisant fluctuer ses extractions entre 8 et 11 millions b/j.

L'optimum prix face aux énergies propres

Tout au long de son existence, le cartel a joué avec les prix afin de les pousser au plus haut pour couvrir leurs budgets et achats de clubs de foot, mais assez bas pour que les pays importateurs ne soient pas séduits par les énergies renouvelables.

Peak oil ou pas pic pétrolier ?

Paradoxalement, le grand défi des membres de l'OPEP est d'effectuer leur propre transition hors du pétrole et du gaz. Les hydrocarbures représentent souvent plus de 90% de leurs revenus.

Certains pays ne vont pas y arriver, et telle la Syrie, vont s'effondrer confrontés à d'énormes problèmes politiques ou économique et souvent les deux.

Le Venezuela a vu sa production chuter drastiquement et le pays est sur le point de s'affaiblir socialement et économiquement notamment sous la pression américaine. Il n'est pas dit que Caracas puisse un jour retrouver les niveaux d'extractions post-Chavez. Également sous pression américaine, l'Iran est à la peine mais ne rompt pas.

La Libye est en état de guerre civile et sa production est 15 fois inférieures à l'époque Kadhafi. L'Algérie et le Nigeria se battent contre les démons de la corruption, ingrédient essentiel du pétrole et du gaz.

Dans un retour de manivelle, le réchauffement climatique est en train d'écraser les régions pétrolifères du Moyen-Orient sous une chaleur mortelle. Plusieurs de ses régions sont en passe de devenir invivables pour l'homme.

La malédiction du pétrole n'aura jamais été aussi virulente.

Contre-violence par destruction de biens

Michel Sourrouille 16 septembre 2020 / Par [biosphere](#)

Je suis personnellement depuis le début des années 1970 fidèle adepte de la non-violence, engagé à l'époque dans un groupe de soutien aux objecteurs de conscience et objecteur moi-même. Gandhi est évidemment une de mes figures de référence. Pourtant je m'interroge aujourd'hui face aux déréglementations écologiques qui frappent presque tous les domaines de la vie sur Terre. Ce n'est plus seulement nos guerres imbéciles qui m'interpellent, mais l'extinction des espèces, les chocs pétroliers, les émissions de gaz à effet de serre, la raréfaction halieutique, etc. Comment lutter sur une planète qui brûle ? Comment lutter contre un système techno-industriel qui soutient le capital fossile ? Comment faire réfléchir une population cernée par des moteurs thermiques ? Les manifestations pour le climat se sont essouffées aussi vite que commencées, Greta Thunberg se contente de dire aux politiques qu'ils feraient bien d'agir, les Conférences internationales sur le climat depuis plus de 25 ans n'ont absolument rien changé aux émissions de gaz à effet de serre ! Pire, des irresponsables au pouvoir dans plusieurs pays font l'inverse de ce qu'il faudrait faire. Je me demande maintenant si une action contre les biens qui causent notre perte ne serait pas une obligation pour qui le sort des générations futures importe. L'arrêt brutal de nombre d'activités à cause de la Covid-19 a parfaitement montré qu'il fallait beaucoup déconstruire pour rendre l'air respirable et que c'était possible. Mais on ne parle maintenant que de relance économique et de soutien aux activités même les plus polluantes comme l'automobile ou l'aviation. Il est beaucoup trop rare de rencontrer des personnes qui prônent une action radicale contre la violence anti-écologique des biens consommés et des infrastructures actuelles, une contre-violence qui irait au-delà d'une non-violence jugée trop paisible. Ce genre d'analyse est restée ultra-minoritaires chez les activistes écologistes ; Greenpeace Sea Shepherd ou Extinction Rebellion par exemple ne détruisent aucun biens.

Il faut donc se rappeler les propos de Françoise d'Eaubonne au début des années 1970, le jour où elle fut scandalisée d'entendre un ami lui dire : « Le problème de la révolution passe au second plan devant l'urgence écologique. Le prochain acte réellement révolutionnaire sera l'attentat contre une centrale nucléaire en construction. Le Capital en est au stade du suicide, mais il tuera tout le monde avec lui ». Il lui aura fallu plus d'un an pour assimiler la profondeur de cette vérité. Au nom de la « contre-violence », Françoise d'Eaubonne participera à la lutte contre l'énergie nucléaire en commettant avec d'autres un attentat à l'explosif le 3 mai 1975 contre la centrale de Fessenheim, retardant de quelques mois son lancement. Elle a assumé cette position radicale jusqu'au bout puisque dans ses derniers tomes de mémoires elle écrit : « La contre-violence semble très indiquée comme retournement de l'arme de l'ennemi contre lui-même ; il va de soi que les attentats ne visent que des points de rupture précis du front ennemi, économisant au maximum les vies humaines, utilisant les moyens destructifs pour instruire le plus grand nombre possible d'abusés du sens de cette guérilla urbaine. »*

De même un livre** récent d'Andreas Malm se pose la question de la nécessité de dégonfler les pneus des SUV et détruire pipelines et autres éléments de l'infrastructure basée sur l'énergie fossile. A son avis le mouvement pour le climat devrait s'attaquer directement aux biens les plus néfastes en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Il veut forcer le mouvement écologiste à se poser des questions radicales : « *Le problème, bien sûr, c'est que faire sauter un pipeline dans un monde à six degrés de plus, ce serait agir un peu tard. Doit-on attendre un assentiment quasi général ? Celui de la majorité ? D'une importante minorité ?* » L'usage de la violence contre les biens est certes mal accepté socialement, imaginez la réaction du propriétaire d'un SUV qui retrouve au petit matin sa chère voiture avec les pneus crevés ! Pourtant maintenir le statu quo et le *business as*

usual nous condamne à aller vers une planète invivable. Détruire du matériel qui condamne notre avenir sur une planète surchauffée et à bout de souffle n'est qu'un acte d'autodéfense, un acte de dénonciation d'une société ultra-violente qui en arrive même à dérégler les mécanismes de régulation automatique de la biosphère. Détruire des biens néfastes n'est pas du terrorisme, c'est aimer le présent, c'est sauver bien des vies humaines dans l'avenir, c'est le contraire de la violence. Le plus étonnant, c'est de constater que l'usage de la contre-violence est aujourd'hui rarissime alors que les périls se révèlent apocalyptiques...

Michel Sourrouille

* Françoise d'Eaubonne, « Écologie et féminisme (révolution ou mutation ?) », première édition en 1978, réédition 2018 aux éditions Libre & Solidaire

** Andreas Malm, « Comment saboter un pipeline », La Fabrique éditions, 2020

SALUT LES AMISHS...

Rédigé par Patrick REYMOND 16 Septembre 2020



Bon, le demeuré en fonction à L'Elysée veut pas que nous devenions des amishs, parce qu'on refuserait la 5 G. Bon, si les "arguments" écologistes sont souvent complètement idiots, ils n'en reste pas moins que la 5 G est elle aussi, [complètement idiote](#). En effet, elle consomme 3.5 fois plus d'énergie que la 4, et même la Chine est obligée de l'arrêter la nuit.

"Dans un rapport publié en mars, l'équipementier suédois Ericsson reconnaît que la consommation énergétique va augmenter «de façon dramatique» si la 5G est déployée de la même façon que la 3G ou la 4G, ce qui n'est «pas soutenable» à long terme".

On a vu le cas du coronavirus, qui a mis un tas d'industries par terre, sans espoir qu'elles se relèvent. Pourquoi ? Dans un monde fini, la croissance infini est impossible. Si on ne l'arrête pas VOLONTAIREMENT, un jour, quelque chose l'arrête INVOLONTAIREMENT.

Même aux infos publiques, on annonce la fin de [l'ère pétrolière](#). Ce qui me fait penser que la pandémie pas trop méchante qui a eu lieu, n'était qu'un prétexte à une démolition contrôlée. Comme je l'avais dit l'année dernière, Fatih Birol devait annoncer le déclin prononcé de [l'industrie pétrolière](#). Mais grâce à une panique savamment entretenu, ça passe inaperçu.

Bon, en tout état de cause, tant qu'il y a Netflix, en tant que préparation psychologique, je conseille donc de revoir la série "Outlander", ou comment être replongé en 1750 sans peine et sans douleur. A l'arrivée, c'est moins sûr.

En même temps, certains pays se sont très bien remis de la fin de l'URSS, comme Cuba, avec ses jardins, son sucre et son hyperpuissance médicale. Il faut noter que le secours médical de Cuba n'a pas concerné que l'Italie, mais aussi la France, du moins ses départements d'outre mer (Même si certaines mauvaises langues se demanderont si c'est vraiment la France...).

On nous dit que le trafic aérien en Chine se rapproche des niveaux "normaux", ou pré-pandémie. Il reste à savoir dans quelles conditions, et les effondrements font aussi le tri entre ceux qui ne s'en remettent pas et ceux qui s'en remettent provisoirement.

Si le monde a pu se remettre de l'effondrement post URSS, il n'a que différé son propre effondrement. Aujourd'hui, [l'empire US](#) ou empire global, est très [mal en point](#). Au bord de la guerre civile sous la pression des milieux d'affaires et démocrates, il entrainera une profonde récession mondiale. En effet, sa demande intérieure, alimentée à grands coups de dollars fictifs est le moteur du monde.

[Les structures internes](#) craquent, comme [l'affirmative action](#), les grandes entreprises prévoient une explosion des camps de [mobiles homes](#), Trump ferraille comme jamais avec le complexe [militaro-industriel](#), et les [universités](#) vont vers leur faillite, plombées par le manque de ~~couillons~~, pardon, d'étudiants.

On voit que les industriels de tous pays fournisseurs des USA vont avoir de grands "plans sociaux", à prévoir.

[Les entreprises zombies](#) sont nombreuses en Europe. on peut citer [BVA](#), qui n'a plus de clients...

Mais, pour pas trop affolé le pékin, on parle surtout de déclin de la demande, en disant que ce sera dans Trrrrrèèèssss longtemps...

SECTION ÉCONOMIE



Les grandes banques centrales ont totalement perdu le contrôle et l'économie mondiale flotte, désarmée et sans aucune direction...

Publié le 16 septembre 2020 à 10:00:28 / 0 commentaire / 234 vues

"Tour de contrôle à Major Tom... Vos circuits sont morts, il y a quelque chose qui ne va pas. Est-ce que vous m'entendez, Major Tom ? Est-ce que vous... Lire



Le courrier alarmant du patron d'Airbus à ses salariés. Les départs volontaires seront insuffisants !!

Publié le 16 septembre 2020 à 14:00:56 / 1 commentaire / 99 vues

Lorsque l'on doit vous annoncer de mauvaises nouvelles, les processus sont toujours itératifs, c'est-à-dire progressifs. On y va en plusieurs fois pour rendre les... Lire la suite



Restauration: un secteur victime du virus

Publié le 16 septembre 2020 à 13:00:07 / 0 commentaire / 102 vues

A l'image de Courtepaille, tout le secteur de la restauration subit la crise du Covid-19 de plein fouet. La France se prépare à une vague de licenciements et de... Lire la suite

Les grandes banques centrales ont totalement perdu le contrôle et l'économie mondiale flotte, désespérée et sans aucune direction...

Source: or.fr Le 16 Sep 2020



“Tour de contrôle à Major Tom... Vos circuits sont morts, il y a quelque chose qui ne va pas. Est-ce que vous m’entendez, Major Tom ? Est-ce que vous m’entendez, Major Tom ?”... Tom : Ici je flotte autour de ma canette d’étain... et il n’y a rien que je puisse faire.” (David Bowie – Space Oddity)

Les grandes banques centrales ont totalement perdu le contrôle et l'économie mondiale flotte, désespérée et sans aucune direction. Depuis fin 2006, les principales banques centrales (Fed, BCE, BOJ et PBOC) ont augmenté leurs bilans de 5 000 milliards \$ à 25 500 milliards \$ aujourd’hui. La majorité des 20 000 milliards \$ créés depuis 2006 ont servi à soutenir le système financier.

Même avec ces 20 000 milliards \$, l'économie mondiale n’a jamais été dans une situation aussi critique. Les banques centrales sont en train de faire ce nous attendions, à savoir, la seule chose qu’elles savent faire : imprimer des quantités infinies d’argent sans valeur (puisque’il est créée à partir de rien). Mais la création de monnaie par les banques centrales n’est qu’une petite partie du problème. Derrière les 25 000 milliards \$ de bilan des banques centrales se cache une dette mondiale qui a littéralement explosé en passant de 125 000 milliards \$ en 2006 à 280 000 milliards \$ aujourd’hui.

Cette dette supplémentaire colossale n’a pourtant pas profité aux gens ordinaires. Elle a soutenu les banques et creusé dangereusement l’écart entre les riches et les pauvres. Aux États-Unis, par exemple, 10% de la population détient 70% de la richesse. Il n’est vraiment pas étonnant que nous assistions à un nombre croissant de protestations et d’émeutes. Malheureusement, plus l’économie se détériore, plus la violence augmentera.

« Assurance-vie bloquée, le cauchemar de milliers d’épargnants détenteurs des fonds H2O ! »

par [Charles Sannat](#) | 16 Sep 2020

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Voici une situation qui devrait inciter tous les épargnants à réfléchir à deux fois aussi bien aux placements qu'ils choisissent, qu'à ceux à qu'ils achètent sans oublier la manière dont ils vont répartir leurs œufs dans plusieurs paniers...

Vous le savez, l'assurance-vie, malgré ses taux des fonds en euros de plus en plus faiblarde continue d'être le placement préféré des Français avec environ 1 700 milliards d'euros mis de côté par 38 millions de bénéficiaires.

Vous le savez sans doute aussi, les fonds de Natixis H2O connaissent quelques grosses difficultés, tellement grosses d'ailleurs que l'AMF a décidé de suspendre... les fonds d'H2O en pleine torpeur estivale du mois d'août 2020 !

« L'Autorité des marchés financiers confirme avoir demandé à la société H2O Asset Management LLP la suspension des souscriptions et des rachats des parts des OPCVM H2O ALLEGRO, H2O MULTIBONDS et H2O MULTISTRATEGIES afin de préserver l'intérêt des porteurs de parts et du public.

Le régulateur prend acte de la décision du gestionnaire de suspendre ces 3 fonds et d'étendre cette suspension à 5 autres fonds de sa gamme comme l'indique la société de gestion dans son communiqué de presse. Ces 5 autres fonds sont 4 OPCVM : H2O Adagio, H2O Moderato, H2O MultiEquities, H2O Vivace, et 1 FIA : H2O Deep Value.

L'AMF prend également acte de l'intention de la société de gestion de transférer une partie des actifs des fonds concernés dans de nouveaux OPCVM qui devront faire l'objet d'un agrément ». [Source AMF ici.](#)

Vous allez me dire quel est le rapport entre le fonds H2O et le blocage des assurances-vie ?

Voilà une excellente question !

Et la réponse sera assez simple... bien que pas franchement simpliste et va forcer chacun à rentrer dans la mécanique finalement assez méconnue du fonctionnement d'un contrat d'assurance-vie.

Lorsque vous avez un contrat d'assurance-vie, vous y mettez des sous dedans, et ces sous-là vous les placez sur différents supports. Des fonds, en euros, en obligations, en actions, et même en pierre papier donc en immobilier.

Imaginons que vous fassiez appel à un conseiller en patrimoine (un vendeur mais chuuuut), qu'il soit indépendant ou qu'il s'agisse de votre banquier, il va vous concocter un « portefeuille » avec plusieurs fonds. Un peu de fonds en euros, des fonds actions, et un peu de fonds immobilier.

Ce que l'on ne vous dit pas, ce sont plusieurs choses.

La première, c'est que lorsque vous voulez récupérer vos sous, il va falloir calculer la valeur de vos parts de vos différents fonds à un instant « T », et l'instant « T » dépend de la date de valeur liquidative de chaque fonds. Je m'explique. Disons que vous en ayez 5. Si les 4 premiers fonds sont cotés et qu'ils disposent d'une valorisation quotidienne mais que la valeur du 5ème fonds n'est calculée qu'une fois tous les 6 mois (c'est un exemple par l'absurde) il vous faudra attendre 6 mois pour savoir réellement à combien se monte votre épargne et pour recevoir vos sous !

La seconde, c'est que pour calculer la fiscalité sur votre contrat d'assurance-vie lorsque vous effectuez un rachat, et bien il faut connaître la plus-value ou la moins-value...

Pour cela il faut être en mesure de valoriser chaque fonds.

Et là... normalement, vous voyez le problème arriver !!

Comment voulez-vous valoriser votre contrat et donc calculer la fiscalité quand parmi tous vos fonds, un fond est bloqué ?

Et bien vous ne pouvez pas.

Du coup les compagnies d'assurance-vie, bloquent vos possibilités de rachats, ou d'arbitrages.

En clair tous ceux qui se sont fait refourguer des fonds H2O actuellement bloqués se retrouvent avec des contrats d'assurance-vie également bloqués.

C'est une réaction en chaîne comme seul notre système financier peut en produire.

Le diable se cache toujours dans les détails...

Ne croyez jamais un vendeur, et les conseillers en patrimoine que vous ne payez pas en honoraires, sont des vendeurs que vous rémunérez indirectement lorsque vous leur achetez un produit... c'est un système par nature malsain. Je ne vous vends pas le meilleur produit, mais celui qui me rapporte le plus.

Pour qu'un produit me rapporte à moi vendeur, cela veut dire qu'il doit être conçu pour distribuer des commissions. Ces commissions seront autant d'argent en moins pour vous. Maintenant et plus tard. Plus un produit doit commissionner d'intermédiaires, plus il est risqué puisqu'il est nécessaire de générer une rentabilité très forte.

Quand les rentabilités sont trop belles pour être vraies, c'est généralement qu'elles sont trop belles pour être vraies !

Ne renoncez jamais à comprendre le fonctionnement d'un placement dans lequel vous mettez vos sous. Vous êtes intelligents, faites vous confiance. Et si votre interlocuteur n'est pas capable de vous expliquer clairement les choses et que cela reste nuageux, c'est qu'il y a un loup. Il n'y a jamais rien de compliqué à part la physique quantique et les concepts d'astrophysique.

Là d'accord, il peut y avoir quelques difficultés à conceptualiser la théorie des cordes, mais l'assurance-vie, je vous l'assure, se comprend aisément. Si c'est flou, c'est que l'on ne veut pas que vous compreniez. Dans ce cas là fuyez.

Mais n'oubliez pas.

1/ La valeur liquidative la plus tardive s'applique, ce qui veut dire que vous pouvez attendre généralement jusqu'à 1 mois pour savoir combien vaut votre contrat et pour recevoir vos sous. Cela implique qu'en cas de krach boursier vous ne pourrez pas réagir rapidement. Cela veut dire aussi que vous devez tout le temps choisir des fonds dont la valeur liquidative est quotidienne c'est-à-dire calculée tous les jours.

2/ Quand un fonds est bloqué, il entraîne le blocage de tout votre contrat. N'ayez donc jamais plusieurs contrats avec les mêmes fonds. Si vous avez plusieurs contrats, dans chacun d'eux les fonds doivent être tous différents afin de n'avoir qu'une partie de votre épargne bloquée.

3/ On pense souvent au risque de valorisation, c'est ce que l'on appelle le risque en capital, mais vous avez aussi le risque de contrepartie à savoir la solidité de votre intermédiaire (banque, compagnie d'assurance, courtier etc) et enfin le risque de liquidité (la disponibilité des fonds).

Vous devez donc concevoir votre allocation d'actifs de votre patrimoine en prenant en considération ces différents risques.

Je vous en parle dans ma lettre stratégies et j'invite tous ceux qui placent leurs sous par milliers d'euros sur des contrats d'assurance achetés à des gestionnaires de patrimoines privés payés des milliers d'euros en commissions, à investir quelques dizaines d'euros (98 euros pour être précis) dans un abonnement annuel à la [lettre STRATEGIES](#), cela évitera bien des déconvenues infiniment plus coûteuses à beaucoup !! [Pour vous abonner à la lettre Stratégies c'est ici](#), (et chaque abonnement donne accès à l'ensemble des archives et des dossiers déjà parus, soit plus de 50 documents et des centaines de pages d'analyses et de conseils).

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Macron n'est pas mon amish mais les « amish » de mes amis sont mes amish....



En costume de patron de la Start-Up Nation, le président Macron en costume sans cravate tout moderne et dynamique qu'il est, dans le cadre du débat sur la 5G s'est moqué des partisans du « retour à la lampe à huile » et du « modèle Amish »

« Oui la France va prendre le tournant de la 5G ». Au lendemain de la demande de moratoire lancée par 70 élus de gauche et écologistes, Emmanuel Macron a écarté cette hypothèse, ironisant sur ceux qui préféreraient « le modèle Amish » et le « retour à la lampe à huile ». « La France est le pays des Lumières, c'est le pays de l'innovation (...) On va tordre le cou à toutes les fausses idées. Oui, la France va prendre le tournant de la 5G parce que c'est le tournant de l'innovation », a insisté le chef de l'Etat devant une centaine d'entrepreneurs et entrepreneuses de la « French Tech » réunis dans la salle des fêtes de l'Elysée ».

Sauf que le problème est un peu plus complexe que cela.

Tout d'abord les Amish nous apprennent certainement beaucoup plus sur nous-même que ce que pourrait penser start-up-nationman.

Ensuite, le progrès pour quoi faire ?

Nous sommes passés de la tablette à graver dans le marbre à la tablette numérique. Mais nous sommes collectivement sensiblement aussi cons que nos ancêtres les Romains, voir plus lorsque je lis Marc-Aurèle puis écoute nos aimables rappeurs de banlieue.

La 5G dans les mains d'abrutis ne fera pas d'eux des génies.

Une tablette à l'école pour apprendre les math ne fait pas d'un paresseux un as.

Ensuite le progrès pour quoi faire ?

Pour faire quoi, si cela doit mettre la santé des gens en jeu ?

La question ne mérite-t-elle pas d'être posée ?

Faut-il railler ceux qui se demandent si c'est une bonne idée ?

Et le progrès jusqu'où ?

Jusqu'au robot qui nous tuerons tous ?

Le progrès jusqu'à l'extermination ?

Le progrès doit avoir du sens, et pas uniquement un sens économique.

On a bien compris ce que défend start-up-nationman. La 5G c'est l'internet des objets, ce sont tous les bidules connectés, de votre frigo à votre montre, c'est la bagnole autonome, c'est encore plus de chômage, de destruction d'emplois et finalement de malheur.

Alors le progrès pour quoi faire ?

Dernière chose.

Il n'y a pas de chômeurs chez les Amish, et les amish de mes amish sont mes amis.

Charles SANNAT Source [Boursorama.com](https://www.boursorama.com) [ici](#)

Le courrier alarmant du patron d'Airbus à ses salariés. Les départs volontaires seront insuffisants !!

Lorsque l'on doit vous annoncer de mauvaises nouvelles, les processus sont toujours itératifs, c'est-à-dire progressifs. On y va en plusieurs fois pour rendre les choses « acceptables » et « gérables ». Un éléphant ne peut se manger qu'une bouchée à la fois ! Les plans de licenciements également !

On commence par les départs volontaires.

Puis lorsqu'il n'y a pas assez de volontaires, on passe à la désignation d'office des volontaires qui ne le sont pas vraiment et ce sont les licenciements secs.

C'est ce qu'il se passe actuellement un peu partout en France par exemple chez JC Decaux qui va licencier plus de 150 personnes ce qui est une grande première pour cette entreprise.

A Toulouse, c'est évidemment le cas d'Airbus qui défraie la chronique puisque le trafic aérien ne redécoule pas et que le patron d'Airbus vient d'adresser un courrier alarmant aux salariés.

« Une crise plus longue et plus difficile que ne le laissaient penser les différents scénarios ». Dans sa lettre, Guillaume Faury le président d'Airbus évoque notamment « le ralentissement profond et prolongé » de

l'aviation commerciale, conséquence directe de la crise du coronavirus, et ses implications tragiques pour la trésorerie du numéro un mondial du secteur.

Pour la première fois, il indique que « les départs volontaires ne suffiront probablement pas ». Et que donc, il faudrait tailler dans les effectifs. Des licenciements secs sont à attendre et ils se feront sans doute par dizaine de milliers dans les années qui viennent.

Cela ne va pas toucher qu'Airbus mais l'ensemble de la filière aéronautique mondiale qui doit recalibrer ses capacités de production.

Alors qu'encore l'année dernière on nous expliquait qu'il allait falloir construire des milliers d'avions, on se retrouve dans une situation où l'on a des milliers d'avions en stock qui ne volent plus.

Vous remarquerez au passage que l'industrie aéronautique anticipe une crise très, très longue ce qui n'est pas logique puisque la crise sanitaire devrait être finie et terminée....

Alors à votre avis, pourquoi le trafic aérien ne repart pas ?

Et pourquoi faudrait-il licencier si cela ne doit pas durer éternellement ?

Sacrée question n'est-ce pas !!

Charles SANNAT Source [Actu.fr](https://actu.fr) [ici](https://actu.fr)

La Ville est morte et elle le sera encore demain.

Guy de la Fortelle 09 09 2020



Ce matin, je suis arrivé à la Ville.

J'ai mis mon masque.

Je l'ai enlevé.

Je l'ai remis.

Dans la poche, sur le nez, sous le nez, au menton, au bras ou à l'oreille...

Pour peu, je ne me serai aperçu de rien.

Ce matin, je suis arrivé à la Ville et la Ville était morte.

Oh ce n'est pas Carthage livrée aux mercenaires de Salaambô, il n'y a pas de grandeur dans cette décadence, pas de folie, aucune exubérance, aucun festin du condamné.

La Ville est morte, voilà tout.

Maudit masque...

J'ai regardé les autres.

Ceux qui ne l'avaient pas, ceux qui l'avaient mal, ceux qui l'avaient seuls, qui l'ôtaient en groupe.

Qui revendique, qui se conforme, qui se soumet, qui embrasse.

Qui sait mieux et qui ne sait pas, qui sait mieux qu'il ne sait pas.

Ce n'est jamais que de la censure : cela en dit plus aux uns que cela ne tait à tous les autres.

Cachez le singulier et c'est le général qui explose, l'articulation des indifférenciés.

Il n'est pas besoin de majorité pour gouverner en démocratie. Il suffit de quelques pourcents organisés, déterminés et revendicateurs et le reste suivra par conformisme ou soumission.

La preuve par le masque.

Ce masque qui me gratte l'ego : *Le mettre ou pas ?* Telle est la variation grotesque de la question shakespearienne.

Chez moi, le masque n'est imposé que dans les trains et les supermarchés et nous nous en portons bien, merci.

Il n'y a pas d'enjeu sanitaire, la question fondamentale est sociale.

Et je me suis rappelé cette amie qui trouvait il n'y a pas 15 ans, qu'on ne pouvait être jeune sans être de gauche, elle voulait dire anarchiste et idéaliste.

Qu'elle eût raison aujourd'hui comme je lui donnais tort alors...

Mais ce matin, je n'ai démasqué que des vieux, des qui en avaient vu d'autres... La jeunesse parisienne dans les murs, de ce que j'en ai vu, a le doigt sur la couture, et le masque ajusté, même seule face à la Seine.

Mon amie est devenue consultante dans le digital. D'un idéalisme l'autre, le naufrage de la gauche.

Nous ne serons jamais d'accord.

Les conseillers du Président doivent, enfin ils devraient, écrire en ce moment même un petit livre rouge de circonstance, c'est-à-dire de couleur verte et à l'idéologie mondialiste décarbonée et technologique. Le fruit est mûr et les vieux brouets marxisants se réchauffent plus vite encore que nos océans.

Tout cela est pourri.

La Ville ce matin n'épouvante plus de grandeur.

La ville tentaculaire a perdu ses tentacules.

Plus de cœur, ni de tête : la Ville est morte.

À quoi cela peut-il bien servir de gloser sur le cours d'Apple, les manigances de BlackRock et la faillite de nos assurances vie ?

La Ville est morte.

Un roi se remplace, un Dieu se substitue, un gouvernement se renverse... Mais la Ville ?

Sur la Ville, d'où les affres flamboient

Règnent, sans qu'on les voie,

Mais évidentes, les idées.

La mort de la Ville, c'est la dernière régression.

C'est la chute de Rome.

J'ai fait un détour. Je me suis réfugié sur les voies sur berges désertes.

2 millions de parisiens et pas 10 pour habiter le cœur de la Ville par un matin d'été finissant.

La Ville est morte.

Une clocharde dort sur un banc. Sur ses sacs de courses devant elle se détache cette sentence définitive :
Demain aussi.



Demain aussi, elle dormira sur ce banc. Demain aussi, elle sera clocharde. Merci Monoprix.

Et demain aussi, la Ville sera toujours morte.

Voyez-vous mon cher lecteur, je sens ces jours derniers **comme un désir de grand soir**, comme un besoin fasciné de fin du monde, comme une jouissance coupable à toute esquisse d'effondrement vue depuis son canapé.

Mais comment abattre ce qui est déjà mort ?

Demain aussi, sera comme aujourd'hui.

La ruse est diabolique : y a-t-il meilleure distraction que de détourner notre colère vers ce qui est déjà mort ?

Vous voulez un grand soir sur canapé ?

Prenez garde à ce que vous souhaitez... Cela pourrait arriver.

J'en connais qui ont très bien lu vos aspirations.

Ils vont vous servir le grand soir sur un plateau, un grand soir *soft*, civilisé, sans violence évidente.

Dans leur langage techno, cela s'appelle **le Grand Reset**.

Le *Grand Reset* est une grande bulle de vide qui confine au génie marketing.

Vous allez voir : ils vont assouvir vos désirs avec l'effet inverse de ce que vous espérez.

Ils vont détourner vos aspirations, les souiller et les retourner contre vous.

Ils n'attendent même pas de vous que vous y croyiez, ils vont simplement vous vider, vous ôter vos aspirations, vous humilier, vous dévitaliser.

Il n'y a rien dans le programme du Grand Reset qui n'ait été formé dès 1947 par les économistes néolibéraux du Mont-Pèlerin.

Il n'y a rien de neuf, si ce n'est le détournement de vos aspirations nées du confinement.

Après la folie financière de cet été, nous crions au loup, à l'effondrement : *vous allez voir, c'est pour cet automne me dit-on de tous côtés.*

Mais c'est confondre l'explosif avec l'explosion, la bombe avec la détonation.

Si vous donnez un pistolet chargé à un enfant de 3 ans, le coup finira par partir, c'est une certitude... *Mais quand ?* Personne ne peut prévoir quand... C'est pareil avec l'explosion du port de Beyrouth, c'est pareil avec la bulle boursière.

Il y a :

- Le **risque** (la bulle, l'entrepôt de nitrates, le pistolet chargé) et
- La **matérialisation du risque** (le krach, l'explosion, le coup qui part...).

Ce sont deux choses de natures fondamentalement différentes.

Bien sûr que je suis d'accord sur la nature irrémédiable du risque qui pèse sur les marchés et [j'ai écrit dessus](#).

En revanche, l'imminence d'une matérialisation ? Peut-être, peut-être pas, si le cours d'Apple a doublé, pourquoi ne pourrait-il pas doubler encore ?

L'économiste Maurice Allais avait eu une fulgurance dès 1947, à cette fameuse réunion du Mont Pèlerin. Il en claqua la porte car selon lui, la doctrine néolibérale conduisait à des valorisations infinies : **plus aucune limite à la valorisation du capital.**

C'est inscrit dans les gènes de la doctrine néolibérale et peu importe que cela soit caché.

L'horizon est l'infini : alors avec toute la distance qu'ont déjà parcourue les cours de Bourse, ce n'est encore rien à côté de l'infini.

C'est un infini grotesque bien sûr, lui aussi souillé, car nous savons bien que les arbres ne vont pas jusqu'au ciel et que **Babel toujours est détruite.**

Mais en attendant, il n'y a aucune raison que les marchés s'arrêtent durablement de monter. Il n'y a plus de plafond, ni d'ancrage dans le réel qui ramène sur la terre ferme.

Et surtout, nous sommes passés en marchés administrés. Nous connaissons les économies administrées... Alors pourquoi pas les marchés administrés ?

Certes, cela crée des problèmes de société extraordinaires, certes cela crée des crises intenses à répétition qui finiront par détruire le système mais les banques centrales et gouvernements disposent de moyens faire durer pendant quelques années encore... Peut-être quelques décennies dans un scénario soviétique.

À vrai dire, un effondrement irrémédiable des marchés n'est sans doute pas le pire des horizons.

Les périodes de crises permettent de rééquilibrer la part du travail sur celle du capital et liquider les erreurs passées.

Tenez, pendant que l'on rêve de grand soir, voici une alternative : les Bourses continuent de monter portées par la création de crédit.

Pour permettre la hausse du crédit, **on baisse les taux en territoire profondément négatif, mettons -4 % selon les recommandations de Kenneth Rogoff** (Harvard, ex FMI etc.).

Cela signifie que votre compte courant, votre assurance vie, sont amputées de 4 % chaque année (les banques et assureurs ne peuvent plus faire tampon à ce stade).

Bien sûr pour que cela marche, il faut interdire ou taxer fortement les espèces et contrôler les transactions pour éviter que celles-ci se portent sur des monnaies de substitution (cigarettes, alcools...), il faut mettre en place un État policier des transactions.

C'est bien pire que le grand soir pour demain... Et mais plus probable.

C'est à cela qu'il faut d'abord nous préparer, le long chemin de lendemains semblables à aujourd'hui dans une Ville morte, zombie.

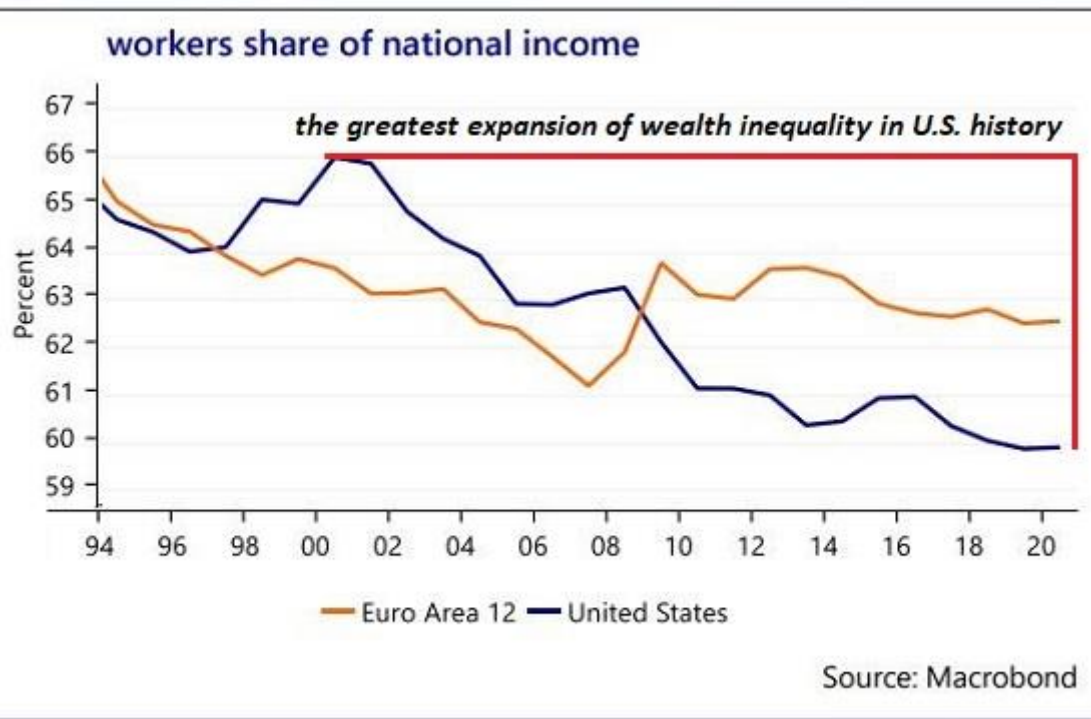
Et alors ? On a été heureux à moins.

Mais aujourd'hui, pas demain.



Un sacrifice pour toi mais pas pour moi

Charles Hugh Smith Mardi 15 septembre 2020



Le banquet des conséquences pour la Fed, les élites et leurs armées de larbins parasites et de factotums est en train d'être organisé, et il n'y aura pas beaucoup de choix de places assises.

Les mots peuvent être dévalorisés tout comme les devises. Prenez le mot sacrifice. La valeur de l'original a été dévalorisée par un usage excessif, banal et larmoyant, au point d'en faire un cliché. Comme d'autres manifestations de déréalisation et de dénormalisation, cet avilissement est invisible, profond et finalement dévastateur.

Considérez le slogan surchargé du sacrifice commun implicite : nous sommes tous dans le même bateau. Pardonnez mon cynisme, mais cela ne ressemble-t-il pas à ce que les passagers de première classe des canots de sauvetage ont crié aux passagers condamnés de l'entrepont sur le Titanic en train de couler ?

Voici la réalité glaciale de l'Amérique en 2020 : Un sacrifice pour toi, mais aucun pour moi. Ce n'est pas une nouvelle tendance, bien sûr. Tous les sacrifices mesurables partagés par toutes les classes socio-économiques ont pris fin avec la Seconde Guerre mondiale en 1945, et depuis lors, le chemin a été long jusqu'à Sacrifice for Thee But None For Me.

Nous avons vu ce glissement se dégrader et s'effondrer à de nombreuses reprises au cours de l'histoire. Les élites qui ont autrefois acquis un statut social et un pouvoir politique en faisant de réels sacrifices au nom de la nation / de l'empire deviennent entièrement intéressées, accumulant toujours plus de richesse et de pouvoir en transférant tous les sacrifices et les risques sur les classes inférieures.

Peter Turchin, auteur de *War and Peace* et de *War : The Rise and Fall of Empires*, décrit comment la vertu civique est progressivement remplacée par l'avidité personnelle et l'intérêt personnel.

Cet extrait rend parfaitement compte de l'actualité :

"Le virus comprend la capacité de distinguer le bien du mal et d'agir de manière à promouvoir le bien, et surtout le bien commun. Contrairement aux Grecs, les Romains n'ont pas mis l'accent sur les prouesses

individuelles, comme l'ont montré les héros homériques ou les champions olympiques. L'idéal du héros était celui dont le courage, la sagesse et l'abnégation sauvaient son pays en temps de péril.

Contrairement aux élites égoïstes des périodes ultérieures, l'aristocratie de la première République n'a pas épargné son sang ni son trésor au service de l'intérêt commun. Lorsque 50 000 Romains, soit un cinquième de l'effectif total de Rome, périrent dans la bataille de Cannae, comme nous l'avons déjà mentionné, le sénat perdit près d'un tiers de ses membres. Cela suggère que l'aristocratie sénatoriale était plus susceptible d'être tuée dans les guerres que le citoyen moyen....

Les classes aisées ont également été les premières à payer des impôts supplémentaires lorsque cela était nécessaire... Une échelle graduée a été utilisée, dans laquelle les sénateurs payaient le plus, suivis des chevaliers, puis des autres citoyens. En outre, les officiers et les centurions (mais pas les simples soldats !) servaient sans rémunération, ce qui permettait à l'État d'économiser 20 % de la masse salariale de la légion....

Le 1 pour cent le plus riche des Romains au début de la République n'était que 10 à 20 fois plus riche qu'un citoyen romain moyen".

Comparons maintenant cela à la situation de l'Antiquité tardive, lorsque :

"Un noble romain moyen de classe sénatoriale avait des biens évalués à environ 20 000 livres romaines d'or. Il n'y avait pas de "classe moyenne" comparable aux petits propriétaires terriens du IIIe siècle avant J.-C. ; l'immense majorité de la population était constituée de paysans sans terre travaillant des terres appartenant à des nobles. Ces paysans n'avaient pratiquement aucune propriété, mais si on l'estime (très généreusement) à un dixième de livre d'or, le différentiel de richesse serait de 200 000 ! L'inégalité s'est accrue à la fois du fait que les riches devenaient plus riches (les derniers sénateurs impériaux étaient 100 fois plus riches que leurs prédécesseurs républicains) et que ceux dont la richesse était moyenne devenaient pauvres".

Comparez cela à l'Amérique de la Seconde Guerre mondiale et à l'Amérique d'aujourd'hui. Les familles riches et politiquement influentes comme les Kennedy ne pouvaient conserver leur influence que si leurs fils occupaient des postes de direction au combat, et Joe Kennedy a été tué dans le théâtre européen après s'être porté volontaire pour une mission aérienne très risquée. John F. Kennedy a failli perdre la vie dans le Pacifique Sud.

Et comment se porte la récolte de présidents et de candidats à la présidence de notre époque en comparaison ? L'idée que la chair et le sang devaient toujours être en danger pour la défense de la nation/empire, est un mystère.

Comme Turchin l'a sagement observé, ce n'est pas seulement l'avidité sans limite et l'évitement du sacrifice de l'élite qui génère une inégalité déstabilisante - c'est l'éradication de la classe moyenne, car tous les risques et les sacrifices ont été déplacés du sommet égoïste vers les classes moyennes et inférieures.

Comme je l'ai souvent fait remarquer, on ne peut pas faire disparaître le risque, on ne peut que le transférer à d'autres. Dans le grand schéma des choses, les risques inhérents à la mondialisation et à la financiarisation ont tous été transférés aux classes moyennes et ouvrières (quelle que soit la façon dont vous les définissez). La classe élitaire bénéficie du soutien quasi illimité de la Réserve fédérale et de sa capacité à imprimer des sommes quasi illimitées de monnaie pour renflouer les parasites et les spéculateurs les plus avides et les plus égoïstes.

Entre-temps, tous les sacrifices nécessaires pour soutenir ce système injuste, corrompu et prédateur ont été transférés aux classes moyennes et ouvrières par des tours de passe-passe. Les sacrifices n'ont pas été transparents et directs ; ils ont été dissimulés dans le déclin de la sécurité de l'emploi, dans des coûts toujours plus élevés, dans le déclin de la mobilité sociale et dans l'érosion du pouvoir d'achat des salaires.

Les larbins économistes et les factotums des élites prétendaient que le sauvetage des profiteurs, des parasites et des spéculateurs profiterait aux "petites gens" car le grand compromis offert par la Réserve fédérale (comme me l'a fait remarquer le correspondant R.J.) était le suivant : plus de panique financière, ce qui a causé beaucoup de misère dans la classe ouvrière en raison des faillites d'entreprises qui ont entraîné des licenciements et du chômage.

Mais la mondialisation, la financiarisation et la montée des monopoles d'État des cartels ont éviscéré les classes moyennes et ouvrières de manière bien plus efficace et permanente que n'importe quelle brève panique financière, tout en enrichissant grandement la classe élitaine - une augmentation de la richesse qui est soutenue par la Réserve fédérale : les profits sont les élites à conserver tandis que leurs pertes sont socialisées, c'est-à-dire transférées aux classes inférieures.

La sécurité de l'emploi, le pouvoir d'achat des salaires et la mobilité sociale - rien de vital pour les classes moyennes ou ouvrières n'est soutenu par la Fed ; le seul et unique emploi de la Fed est de soutenir la richesse de notre élite parasitaire et prédatrice.

Un sacrifice pour toi, mais aucun pour moi. Le banquet des conséquences pour la Fed, les élites et leurs armées de larbins parasites et de factotums est en train d'être organisé, et il n'y aura pas beaucoup de choix de sièges.

Fed : le nouveau mensonge (1/2)

rédigé par [Brendan Brown](#) 16 septembre 2020

La Fed nous joue une comédie bien longue... et qui ne fait rire personne. Au contraire, avec ses stratégies maladroites et ses outils imprécis, elle accentue les déséquilibres économiques.



Les habits neufs de l'empereur de la Fed est une comédie sans fin qui ne fait rire personne. Le dernier acte était particulièrement mauvais.

Les spectateurs sont habitués à ce que le président de la Fed et son conseil des gouverneurs prononcent des discours solennels au sujet des objectifs de leur politique — un taux d'inflation modéré, le plein-emploi et la stabilité du système financier.

Ces hauts fonctionnaires jouent leur rôle en suivant scrupuleusement le script qui leur est donné. Ils n'expliquent jamais comment ils comptent respecter leurs promesses — ils ne font que prononcer de belles paroles creuses.

Les courtisans rassemblés, notamment les représentants des médias financiers qui constituent une partie importante de la machine à propagande de la Fed, ne posent jamais de questions difficiles. Ceux qui seraient enclins au scepticisme n'osent pas prendre le risque de dévoiler leur propre manque de connaissances ou de perdre leur emploi.

Dans un récent épisode, le président Powell a révélé que la Fed se donne maintenant pour objectif d'atteindre [un taux d'inflation moyen de 2%](#) à moyen et long terme, ce qui signifie qu'elle n'hésitera pas à « pousser » l'inflation au-dessus de ce niveau si nécessaire pour compenser une période au cours de laquelle l'inflation y serait restée inférieure.

Des instruments bruts et imprécis

Pourtant, dans le système monétaire contemporain qui n'est adossé à rien, il n'existe aucun agrégat monétaire sous le contrôle direct de la banque centrale dont la croissance déterminerait précisément les limites de la trajectoire à long terme des prix des biens et services.

A la place, la Fed cherche à atteindre son objectif en utilisant les instruments bruts et extrêmement imprécis dont elle dispose pour manipuler les taux d'intérêt, tout en comptant sur le phénomène d'inertie de l'inflation et des anticipations d'inflation. C'est toujours la même recette à l'origine de l'instabilité de l'économie et du système financier.

En substance, la révision de politique générale dévoilée par le président Powell implique que la Fed sera plus lente qu'au cours des cycles économiques récents à employer cet instrument pour réagir à une aggravation des symptômes de l'inflation monétaire sur le marché des biens et services.

Par conséquent, le danger d'une accélération de l'inflation dans le futur s'est aggravé. Une récession grave et prolongée dans le contexte de la pandémie actuelle et au-delà aurait pour effet de retarder le moment où ce redémarrage de l'inflation se produira.

Les spéculations autour d'un ajustement de la politique de la Fed sont allées bon train au cours des derniers mois. Des changements similaires ont également eu lieu à l'étranger, en particulier en Europe et au Japon.

La réalité, cependant, c'est que les armées d'économistes de la Fed n'ont jamais pu montrer à l'aide de recherches économétriques qu'il existerait un lien solide entre la trajectoire des taux d'intérêt manipulés par la banque centrale et le niveau général des prix sur le long terme.

En fait, le président Powell a annoncé que son équipe d'économistes avait finalement retiré l'une des théories de référence de leur cadre d'analyse, la célèbre courbe de Phillips (qui prétend établir un lien entre taux de chômage et le niveau de l'inflation), sans la remplacer par une nouvelle.

Powell s'est également moqué des fameux indicateurs « r » et « u » (qui représentent les estimations du taux d'intérêt neutre et du taux naturel de chômage), autrefois très utilisés dans les calculs économétriques de la Fed, en particulier dans le cadre de l'application de la célèbre « règle de Taylor ».

Attention aux libertés individuelles...

Nous sommes déjà nombreux à être tellement désabusés vis-à-vis des banquiers centraux dirigés par la Fed hégémonique que nous préférons tout simplement ignorer leurs mises en scène quotidiennes, hebdomadaire ou mensuelles — sauf pour ceux qui cherchent à tirer profit des fluctuations des cours des actifs que les annonces des banquiers centraux peuvent entraîner sur le court terme.

Cependant, notre refus d'assister à ces mises en scène ne devrait pas nous faire oublier l'impact délétère de ces décisions de politique monétaire, aussi bien en termes d'érosion de nos libertés individuelles que de nos espoirs de prospérité économique.

En ce qui concerne nos libertés, les révisions de politique monétaire dévoilées à Jackson Hole représentent un nouveau coup de canif dans les garde-fous constitutionnels qui sont supposés garantir le droit des citoyens de pouvoir bénéficier d'une monnaie saine.

Bien sûr, ces garde-fous ont déjà été sévèrement endommagés il y a quasiment un siècle, lorsque la Cour suprême a fini par approuver les mesures radicales de l'administration Roosevelt en matière monétaire. Mais à présent, nous pouvons observer la Réserve fédérale prolonger et imposer son nouveau standard d'inflation à 2% sans la moindre opposition, aussi bien de la part du Congrès US, vis-à-vis duquel la Fed est supposée devoir « rendre des comptes », que du pouvoir judiciaire.

Concernant la menace qui pèse sur la prospérité économique, il faut mesurer la situation unique dans laquelle nous nous trouvons, historiquement, avec une véritable frénésie sur les marchés financiers et la distribution de crédit alimentée par la Fed, en parallèle d'un choc d'offre considérable induit par la pandémie.

Les dégâts pourraient se traduire par une nouvelle récession particulièrement grave, en dépit du rebond récent de certains agrégats économiques qui s'explique par la levée des mesures de confinement.

La suite dès demain.

Une richesse de misère

rédigé par [Bruno Bertez](#) 16 septembre 2020

Votre épargne est dans une situation paradoxale : seule la crise assure sa pérennité – tout retour de la prospérité signifierait sa ruine.



Quand les taux d'intérêt sont à zéro, comment aller plus bas et continuer l'enrichissement des spéculateurs boursiers, [nous demandions-nous hier](#) ?

C'est le casse-tête des autorités et elles s'arrachent les cheveux. L'une des solutions, c'est de faire des taux négatifs : c'est ce que l'on a tenté en Europe. L'autre solution consiste à jouer sur un subterfuge et de parler de taux réels. Le taux réel, c'est le taux diminué de l'inflation – donc si on est au zéro et que l'inflation est de 3%, le taux réel est négatif de 3%.

Avec des taux réels négatifs, la valeur et donc le prix des actifs financiers qui ont un petit rendement réel positif devrait être infini !

On n'y est pas encore mais vous comprendrez que nous soyons dans un super cycle spéculatif produit par la dette, par les taux nuls ou négatifs et surtout par les assurances que cela va durer longtemps.

Sans ce dernier élément, les spéculateurs se rueraient vers la sortie.

L'importance du facteur temps

Le facteur temps est important car il est essentiel que les gens croient que [cela va durer très très longtemps](#). De même, il est vital que les gens croient qu'il reste des marges de manœuvre – entendez par là des possibilités de baisser les taux et de continuer l'expérience au-delà des horizons des spéculateurs.

Comme on crée sans cesse plus de dettes, il faut en soutenir la valeur, en soutenir le prix. Il faut donc que les porteurs de cette dette la conservent malgré la dégradation de la solvabilité. C'est l'objet complémentaire de la baisse continue des taux : inciter les gens à ne pas se débarrasser des dettes en leur faisant miroiter des plus-values par les baisses de taux !

Les dettes des uns étant par définition la créance des autres, c'est-à-dire leur capital, ce capital s'accroît fictivement tant que la même politique est menée.

Tous les gens qui détiennent un portefeuille boursier se croient de plus en plus riches, la bulle des prix boursiers produit une bulle des patrimoines et des fortunes. Mais – et c'est là le paradoxe – cette fortune ne peut se maintenir, ne peut durer que tant que l'économie réelle qui justifie la politique monétaire, tant que cette économie réelle va mal... et même de plus en plus mal !

Ce qui signifie que vous vous trouvez dans la situation d'une bulle de patrimoine, d'une bulle de fortune qui grossit tant que, et au fur et à mesure que, la capacité à honorer cette bulle par des revenus, des bénéfices, se réduit.

Un paradoxe sans précédent

Le capital fictif ne peut conserver sa valeur que si et seulement si la capacité à honorer ce capital fictif se réduit. C'est là le paradoxe de la situation dans laquelle nous ont mis les responsables de la conduite des affaires.

Ils ont créé un capital fictif, un capital dit « de misère », qui ne peut résister à une amélioration de la situation désespérée qui lui a donné naissance. Il est condamné par avance.

Les fondations sur lesquelles la richesse fictive est construite sont de pur sable. A mesure que la bulle de richesse fictive enfle, la capacité sous-jacente à générer des revenus est en fait détruite. C'est la nécessité incontournable de cette situation.

C'est pour cela que depuis de nombreuses années j'utilise, pour désigner cette richesse, l'expression « richesse fictive » ou « richesse de misère ».

Cette situation est bien pire que celle qui fut créée par [l'expérience de John Law](#) il y a trois siècles.

John Law et son système auraient peut-être pu s'en sortir si ses différentes Compagnies – des Indes, du Mississippi et autres – avaient vraiment prospéré. Pour nous en revanche, pas question : le retour de la prospérité signifiera l'éclatement de la bulle, de toutes les bulles.

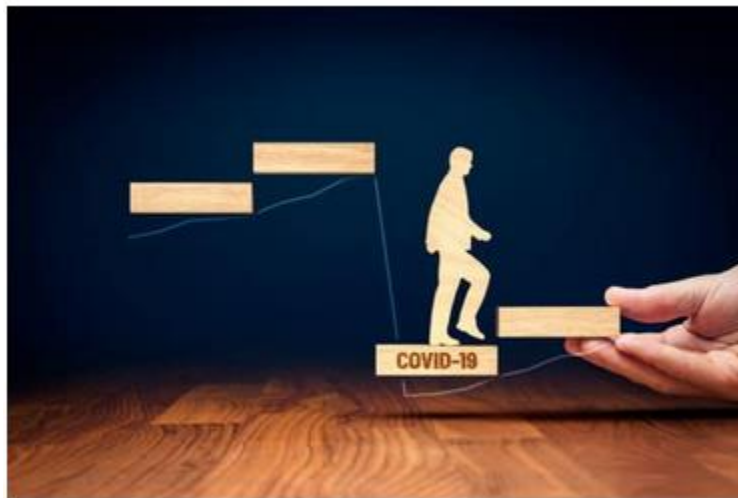
Une valorisation des actifs financiers sur la seule base de la baisse des taux d'intérêt est une valorisation de misère qui se révèle pour ce qu'elle est quand la misère cesse : sans fondement, sans substance.

C'est le retour de la prospérité ou le retour de l'inflation qui nous débarrasseront de toute cette richesse fictive.

État des lieux, six mois après le coronavirus

rédigé par [Bill Bonner](#) 16 septembre 2020

Les choses ont beaucoup changé ces derniers mois... et ces dernières décennies : retour en arrière, afin de faire le point.



[Nous fouillons nos souvenirs](#), tentant de nous rappeler ce qu'était la vie avant internet. Avant le Covid-19. Avant Tesla. A l'époque où l'existence était « normale ».

Mais ce genre d'opération, c'est comme ouvrir une boîte de vieilles photos : on ne trouve pas forcément ce qu'on cherchait. A la place, on trouve souvent ce qu'il faut qu'on voie.

Comme nous souffrions, à l'époque, nous les oiseaux de mauvais augure, quand la vie était « normale » ! Le budget US était (temporairement) à l'équilibre. Le pays était en paix. Nous allions au bureau pour travailler... et dans les magasins pour acheter des choses.

Tout était si calme et tolérable ; nous ne tenions le coup qu'en anticipant la tragédie à venir.

Nous n'avons pas été déçu.

Selon nos calculs, le spectacle tape-à-l'œil a commencé il y a 20 ans environ. Depuis, nous avons eu des bulles... des renflouages... des bombes... et des dirigeants affublés de deux mains gauches, qui n'ont fait que causer des problèmes.

A présent, cela empire.

Danse des sept voiles

Prenez la Réserve fédérale, par exemple. [Que fera-t-elle si les marchés reprennent leur baisse ?](#) Nous n'avons aucun doute sur le sujet : elle réagira, cherchant à voler la vedette à M. le Marché... avec une danse des sept voiles exposant abondance de chair trafiquée, éveillant les « esprits animaux » des investisseurs.



Salomé dansant devant Hérode, Gustave Moreau

La Fed est en répétition depuis plus de deux décennies. Le spectacle sera à la hauteur, cette fois-ci.

Il y a du nouveau, cependant : cette fois-ci, le gouvernement fédéral lui-même participe. Il fait pour l'économie réelle, plus ou moins, ce que la Fed a fait pour l'économie financière. C'est-à-dire qu'il la trompe... la falsifie... et la corrompt.

Aujourd'hui, les marchés américains ne reflètent plus une allocation intelligente du capital, ni un usage sensé de l'épargne américaine. Tout comme la politique US sous-jacente, ils sont devenus une exhibition délirante et grivoise, financée avec des milliers de milliards de dollars de fausse monnaie fournis par la Fed.

Chaque fois que la fête se calme, que les investisseurs reprennent leurs jetons et font mine de rentrer chez eux, la Fed revient avec un numéro tout neuf... plus risqué... plus osé... et plus cher que jamais.

Ruses statistiques

Mais tandis que les extravagances se multipliaient à Wall Vegas, l'économie réelle était négligée, oubliée... calme.

Du moins jusqu'à ce que le gouvernement crée la crise du Covid-19.

Encore aujourd'hui, près de six mois après la déclaration d'urgence de Donald Trump, 30 millions d'Américains touchent des allocations chômage. M. Trump se vante désormais d'avoir ramené le taux de chômage à 8%. Cela ne fait que montrer comment on peut ruser avec les statistiques.

En février, la main d'œuvre américaine comptait quelque 164 millions de personnes. Voyons voir... si 30 millions sont désormais « au chômage »... sans parler des millions qui l'ont pas d'emploi mais n'ont pas droit aux allocations... cela représente 18% de la main d'œuvre, non 8%.

Selon de récentes données, ces gens ont peu de chances de rapidement retrouver un emploi. Il n'y aura [pas de reprise en « V »](#), autrement dit – ni en « U ».

Nous sommes plutôt d'avis que ce sera [une reprise en forme de « L »](#)... une stagnation, en d'autres termes. Les gens ont pris l'habitude de ne plus sortir et de ne pas dépenser d'argent. Les suppressions d'emploi deviennent permanentes.

Jeff Tucker, économiste chez le spécialiste de l'immobilier Zillow, a une autre lettre à proposer. Selon lui, la reprise ressemblera plutôt à un « K », avec quelques personnes qui s'en tireront très très bien... tandis que les autres s'enfoncent de plus en plus.

Déménagement

Rien de tout cela n'aurait été possible durant la période « normale » – avant qu'internet et le coronavirus ne changent tout.

Avant internet, nous travaillions dix heures par jour. Arrivée au bureau à 8h du matin, départ à 18h. La plupart des gens travaillaient huit heures.

Et le week-end ? Sans ordinateurs portables à ouvrir ou iPhones à vérifier, les week-ends passaient sans que nous pensions beaucoup au monde des affaires.

Aujourd'hui, alors que nous sommes dans notre 72ème année et à plus de 8 000 km de chez nous, sans moyen de nous déplacer... et sans cafés où nous rendre... nous allumons notre ordinateur à 7h30 tous les jours ouvrés. Il est rare que nous l'éteignions avant 19h...

Ensuite, le week-end aussi, nous vérifions nos e-mails, simplement pour être certain qu'il n'y a rien d'urgent à gérer. Parfois, nous jetons aussi un œil aux nouvelles, pour voir s'il se passe des choses auxquelles nous devrions réfléchir.

Maintenant que nombre d'entre nous peuvent travailler « à distance », les grandes et vieilles cités, en lambeaux, s'enfoncent encore plus dans la désuétude. Les gens qui le peuvent déménagent. Pourquoi vivre près du bureau si on n'y va jamais ? Pourquoi vivre à côté de bons restaurants, bars et clubs s'ils sont tous fermés ?

Retour chez les parents

[Où vont les gens ?](#) Dans les nouvelles « villes Zoom », selon Tucker. Les prix dans ces villes plus petites augmentent de 20% par an et plus aux Etats-Unis, selon la société immobilière Redfin. Dans l'ensemble du pays, les prix des maisons ont grimpé de 8%... tandis que les annonces de mise en vente ont chuté de près de 22%.

Les loyers chutent aussi, ainsi que la demande. Selon Zillow, environ trois millions d'adultes, des *millennials* pour la plupart, sont allés s'installer chez leurs parents ou grands-parents : 32 millions, un chiffre record, vivent désormais sous le toit familial.

Tout cela fait partie de la reprise en « K ». Plus âgés, installés, prospères, souvent actionnaires... les gens peuvent vivre et travailler à distance – souvent dans des endroits jolis et sûrs, loin de la foule déchaînée.

Pour les gens plus jeunes, plus endettés, plus pauvres... ceux qui travaillent en mode « ubérisé » ou dans le secteur de la restauration... ceux qui n'ont pas d'épargne... ceux qui vivent au mois le mois... les choses semblent mal engagées.

Lorsqu'on vit d'un salaire à l'autre, que se passe-t-il lorsque le salaire cesse de tomber ? Et que font les autorités quand 100 millions d'électeurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts ?

Un foirage total

Ce n'était pas ainsi au XXème siècle. A l'époque, la vie était « normale ».

A l'époque, les jeunes n'avaient pas à ré-emménager chez leurs parents... On pouvait sortir dîner au restaurant... On pouvait trouver du travail et gagner de l'argent (au lieu d'attendre qu'il soit largué par hélicoptère)...

On recevait encore du courrier – sur du papier !

Nous avons du mal à nous en souvenir.

Nous fermons donc les yeux... [nous invitons le passé](#)... nous tentons de comprendre ce qui le rendait si « normal »... et comment le présent a foiré aussi complètement.